

JACQUES DUBOIN

ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE



MESURES TRANSITOIRES
REPONSES AUX OBJECTIONS

—
3^e EDITION
—

O C I A
ÉDITIONS

Editions
OCIA

ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE

TRAVERS

JACQUES DUBOIN

ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE



**MESURES TRANSITOIRES
REPONSES AUX OBJECTIONS**

**ÉDITIONS OCIA
32, RUE DE LONDRES
— PARIS-9^e —**

Du même auteur

REFLEXIONS D'UN FRANÇAIS MOYEN (1923), avec préface d'Henry de Jouvenel (Payot, éditeur).

LA STABILISATION DU FRANC (1925), recueil d'articles et de discours prononcés à la Chambre des Députés (Rivière, éditeur).

NOUS FAISONS FAUSSE ROUTE (1932), avec préface de Joseph Caillaux (Edition des Portiques).

LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA MACHINE (1933), (Fustier, éditeur).

CE QU'ON APPELLE LA CRISE (1934), (Fustier, éditeur).

LA GRANDE REVOLUTION QUI VIENT (1934), (Fustier, éditeur); ouvrage saisi par les autorités allemandes d'occupation.

KOU L'AHURI (1935), (Fustier, éditeur).

LIBERATION (1936), chez Grasset.

LETTRE A TOUT LE MONDE (1937), (Fustier, éditeur).

EN ROUTE VERS L'ABONDANCE (1937), (Fustier, deux volumes).

EGALITE ECONOMIQUE (1938), réédité chez O.C.I.A., 32, rue de Londres, Paris.

DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE (1941), paru sous l'occupation sans autorisation des occupants, sans visa de la censure de Vichy et sans éditeur. Réédité en 1944 par O.C.I.A.

RARETE ET ABONDANCE, essai de mise à jour de l'économie politique (1945), chez O.C.I.A.

*Tous ces livres sont en lecture
au siège du Mouvement Français de l'Abondance,
47, rue de Miromesnil, Paris.*

JACQUES DUBOIN

ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE



**MESURES TRANSITOIRES
REPOSES AUX OBJECTIONS**

**ÉDITIONS OCIA
32, RUE DE LONDRES
— PARIS-9^e —**

Copyright by *Editions OCIA* 1946.

*Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation réservés pour tous pays.*

Bien des explications qui vont suivre paraîtront inutiles à des lecteurs instruits : on leur en demande pardon, mais ce n'est pas à eux que ce livre s'adresse. Il répond aux questions et objections que posent ceux qui ne sont pas familiarisés avec l'Economie distributive et l'Abondance.

D'abord il leur faut prendre conscience de ce fait qu'il n'y a jamais eu, dans l'histoire, une période au cours de laquelle les conditions de la vie — et même son décor — aient si soudainement changé. Nous traversons une véritable crise de civilisation pour laquelle il n'existe pas de précédent. Quand on parle de révolution, il faut préciser qu'elle est dans les choses, alors qu'elle commence à peine à gagner les esprits. Mais elle est implacable, et l'un de ses premiers effets est d'enrayer définitivement le régime capitaliste dans lequel nous vivons depuis si longtemps. Il est en train de disparaître dans un désordre grandissant qui se manifeste sur toute la surface du globe.

Nous disons qu'il s'agit de la révolution mécanicienne faite d'un terme plus général pour la définir. La voici sommairement décrite .

LA RÉVOLUTION MÉCANICIENNE

On sait que les richesses, c'est-à-dire les biens de consommation, ne peuvent être créées sans une certaine dépense d'énergie, ce mot étant pris dans son sens scientifique. Ainsi un paysan qui retourne son champ avec une bêche fait une dépense d'énergie, et, à la fin de sa journée de travail, il se sent épuisé parce qu'il a dépensé toute son énergie. Dès qu'il s'est restauré et reposé, il récupère l'énergie qu'il dépensera plus tard. En brûlant, le charbon produit de la chaleur qu'on transforme en énergie pour actionner une locomotive. Bref, c'est en se servant de toutes les formes de l'énergie que nous nous procurons des matières premières et que nous les transformons. C'est grâce à l'énergie que fonctionne le gigantesque outillage des nations modernes ; c'est grâce à l'énergie que nous possédons du fer, de l'acier, des autos, des avions, des bateaux, etc. Sans énergie, nous ne pourrions ni nous ravitailler, ni nous vêtir, ni nous abriter, ni nous chauffer. Sans celle dont les humains disposent aujourd'hui, ils erreraient tous encore dans la forêt préhistorique.

L'énergie se mesure sous forme de chaleur : l'unité de mesure est alors la calorie, c'est-à-dire la quantité de chaleur nécessaire pour élever d'un degré un kilo d'eau distillée ; l'énergie se mesure aussi sous forme de travail : l'unité de travail est l'erg ; mais, quand on fait intervenir le temps pendant lequel se manifeste l'énergie, on exprime alors la puissance dont l'unité mesure est le cheval-vapeur : c'est le travail qu'il faut fournir, en une seconde, pour élever d'un mètre un poids de 75 kilos. A cet égard, le cheval-vapeur a une puissance presque deux fois supérieure à celle du cheval de labour.

Les hommes de science ont établi que l'énergie musculaire de l'homme est d'un dixième de cheval-vapeur. Encore est-il loin de pouvoir la fournir constamment, car il a besoin de repos (1).

Ceci dit, on estime que la race humaine apparut sur la terre il y a 300.000 ans environ. Cependant, ses premières traces indiscutables conservées jusqu'à nous ne remontent guère qu'à 30.000 ans. Si nous savons peu de chose sur l'existence que menèrent nos grands-ancêtres pendant 25.000 ans, il est pourtant sûr qu'ils ne disposaient que de leur force musculaire, soit d'un dixième de cheval-vapeur chacun. C'est avec ce peu d'énergie qu'ils se procuraient leurs richesses élémentaires : le gibier et le poisson dont ils se nourrissaient.

(1) C'est Poncelet qui a calculé la puissance de la petite machine que représente l'homme — même celui de Cro-Magnon — sous le rapport de l'énergie. Comme nous ne pouvons travailler que 10 heures, notre puissance journalière est de 1 cheval-vapeur-heure.

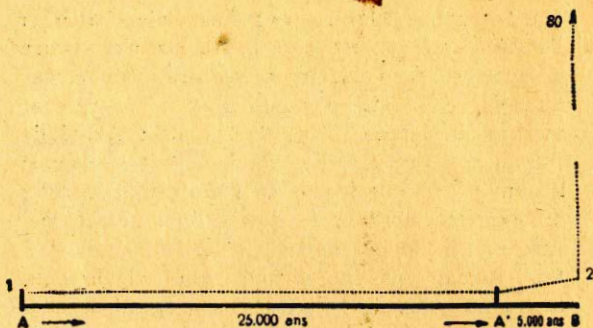


Figure 1

En représentant par la ligne A B les 30.000 années dont nous venons de parler, on peut tracer facilement la courbe de la puissance dont les hommes ont disposé pendant ce laps de temps : c'est la ligne pointillée portant le temps en abscisse et la puissance en ordonnée : elle reste horizontale pendant 25.000 ans, soit jusqu'en A'.

Au cours des 5.000 années suivantes, l'homme cherche patiemment à augmenter sa puissance sur la nature. Elle s'accroît légèrement quand il réussit à domestiquer l'élan, l'éléphant, le chameau, le cheval, le bœuf qui ajoutent leur propre énergie musculaire à la sienne. Plus tard, disciplinant le courant d'une rivière pour lui faire actionner une roue à eau, et la force du vent pour faire tourner l'aile d'un moulin, l'homme parvient à doubler sa puissance vers la fin du XVIII^e siècle. Ces progrès sont excessivement lents car, sous le rapport de l'énergie, Napoléon I^{er} et les Pharaons sont contemporains : pour se déplacer, ils se servent d'un véhicule

traîné par des chevaux. Pendant ces 5.000 années environ, la courbe s'élève de $1/10$ à $2/10$ de cheval-vapeur par habitant.

Malgré cette faible puissance, les hommes n'en construisent pas moins les jardins suspendus de Babylone, les pyramides, les aqueducs romains, etc.

Soudain, un éclair jaillit. Il y a 175 ans à peine, Watt invente la machine à vapeur, et cette découverte, ouvrant l'ère de l'énergie, va bouleverser les sociétés humaines. C'est qu'en effet, pour la première fois dans l'histoire du monde, l'homme s'empare d'une des forces élémentaires de la nature : celle qui dort dans les forêts de la préhistoire. Captant l'énergie thermique accumulée dans la houille, il va la discipliner en la transformant en énergie mécanique dont il se servira pour actionner les machines. Désormais, ce sont les forces naturelles qu'il utilisera de plus en plus à la place du pénible effort des muscles. A l'outil, simple prolongement du bras ou du pied, il substitue une énergie complètement dissociée de l'effort humain qui deviendra une source presque inépuisable de biens de consommation. C'est le plus grand événement de tous les temps.

Et, presque sans délai, l'homme se rend maître encore de l'énergie que recèle le pétrole, puis de l'électricité que fournissent inlassablement les chutes d'eau. La puissance de l'homme prend soudain des proportions prodigieuses. Si, pendant 25.000 ans, il n'a disposé que d'un dixième de cheval-vapeur ; si, près de 5.000 ans ont été encore nécessaires pour doubler ce malheureux dixième, quelques années seulement suffi-

ront pour multiplier ces deux dixièmes par 4, et moins de temps ensuite pour que cette dernière puissance soit encore multipliée par 10. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, la puissance mécanique installée en France est passée de moins de 4 millions de chevaux-vapeur en 1906, à 12 millions en 1926, à 65 millions en 1931, à 75 millions en 1939, et la progression a continué plus rapide encore. De sorte que chaque Français, aujourd'hui, dispose, en fait, d'une puissance de 8 chevaux-vapeur tirée du charbon, du pétrole et des chutes d'eau, lui procurant pratiquement l'équivalent du travail musculaire de 80 esclaves à son service (1).

Notre graphique, horizontal pendant 25.000 ans, et montant légèrement ensuite pendant près de 5.000 ans, bondit brusquement à une hauteur extraordinaire, car la courbe s'élève verticalement à une hauteur 80 fois plus grande qu'à l'origine (fig. 1). Si l'humanité nous paraît aujourd'hui en pleine ébullition, et comme en proie à une fièvre intense, cette ligne de puissance représente assez bien la courbe de sa température.

Car l'ère de l'énergie est encore celle des grandes découvertes : En 1790, Lebon découvre le gaz d'éclairage ; en 1803, Fulton construit le premier bateau à vapeur et Dallery invente l'hélice ; Jacquard, le métier à tisser ; presque au même moment, Lavoisier, Chaptal, créent la chimie. En 1832, fonctionne le premier chemin de fer. Puis on invente le télégraphe ; en 1872,

(1) Ces calculs s'appliquent à l'avant-guerre. Aux machines fixes, il faut ajouter les moteurs automobiles et d'avions, les bateaux à vapeur, les locomotives, etc.

Gramme fait tourner sa première machine électrique réversible ; en 1882, Edison fabrique la lampe électrique. Enfin l'on apprend à transporter l'électricité (forme haute de l'énergie) à grande distance. En vingt ans, physique, chimie, biologie, agronomie, etc. font plus de progrès que dans tous les siècles précédents. Rien que sous le rapport des transports, on construit 1.300.000 kilomètres de chemins de fer, 40 millions d'automobiles, des bateaux par milliers et des avions par dizaines de milliers.

30.000 ans sont cependant un laps de temps que nos sens ne perçoivent pas. Pour illustrer la soudaineté du phénomène, Alfred Doërr a eu l'idée de ramener cette durée astronomique à l'échelle d'une année (1).

Dans cette hypothèse, les hommes apparaissent sur la terre le 1^{er} janvier, à 0 heure, et nous sommes le 31 décembre quand sonne le dernier coup de minuit. En calculant ainsi, c'est au milieu d'octobre que commence l'âge du fer, et le 8 décembre que débute l'ère chrétienne.

Jusqu'à la fin d'octobre, l'homme n'a disposé que d'un dixième de cheval-vapeur ; c'est pendant les mois de novembre et de décembre que sa puissance s'élève à 2 dixièmes de cheval-vapeur. Mais, le 30 décembre, à 0 heure 18 minutes, Watt invente la machine à vapeur, et, dans la journée du 31 décembre, les progrès deviennent torrentiels. Déjà, à 16 h. 14 (quand éclate la guerre de 1914), les hommes disposent d'une puissance 4 fois supérieure à celle de la veille ; et à 21 h. 30 (cinq heures plus tard !) chacun

(1) « Mort ou splendeur de la civilisation », conférence d'Alfred Doërr.

dispose d'une puissance mécanique de 8 chevaux-vapeur, soit 80 esclaves. A cette minute éclate la crise de 1929.

Ainsi, 364 jours ont été nécessaires pour doubler la force musculaire de l'homme. Mais 24 heures ont suffi pour la multiplier par 8, et cinq heures seulement pour la multiplier par 80. ↑

Qu'ont fait les hommes de ce trésor prodigieux d'énergie ? Ils s'en sont servis pour actionner des machines qui créent des biens de consommation en abondance, en même temps qu'elles relèvent l'homme de son labeur millénaire. Veut-on quelques exemples au hasard ?

LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA MACHINE

Avec une faucheuse à moteur, un paysan fauche 1 hectare à l'heure, c'est dire qu'il fait 33 fois plus de travail qu'avec sa faux. ↑

Une moissonneuse-lieuse fait le travail de 30 moissonneurs, et une moissonneuse-lieuse-batteuse en remplace 160. Trois hommes en avion ensemencent 8.000 hectares à l'heure, ce qui demanderait deux années de travail s'ils étaient réduits au geste auguste du semeur.

Une fouille de 250 mètres cubes réclamait autrefois 200 heures de terrassiers et 150 heures de manœuvres : 350 heures au total. Une pelle mécanique, conduite par 2 hommes, accomplit le même travail en 8 heures. Certaines excavatrices permettent d'extraire 27.000 mètres cubes dans la journée. ↑

Dans le bâtiment, un homme fabrique 1 mètre de béton dans sa journée. Certaines bétonnières livrent 70 tonnes de béton à l'heure.

Un ouvrier briquetier confectionne 450 briques à la main dans sa journée. Avec une machine, il en produit 22.000.

Dans la fabrication du ciment, un marteau-piqueur pneumatique permet d'extraire autant de pierre à chaux, en 3 minutes, qu'un ouvrier armé d'un pic en une heure. 800 tonnes sont chargées sur wagonnets par les pelleteuses dans le temps qu'on en charge 15 avec des pelles. Un ouvrier broie mécaniquement 100 tonnes en une heure, au lieu de 4 tonnes. La cuisson exige une demi-heure de travail à la tonne, au lieu de 5 heures. Enfin on ensache mécaniquement vingt fois plus vite qu'à la main.

★ En 1903, une automobile américaine réclamait 1.291 heures d'ouvriers ; vingt ans plus tard, 133 heures suffisaient. En 1929, ce chiffre tombait à 92 heures, et à 63 heures seulement en 1936.

Après la chaîne de montage est apparue la chaîne entièrement automatique comme celle de l'A. O. Smith Corporation de Milwaukee qui fabrique 10.000 châssis par jour pour la General Motors. Il sort de cette usine un châssis toutes les trois secondes. Or, cette pièce en comporte 125 qui sont découpées et assemblées dans 552 opérations différentes. Chaque jour, 1.100 tonnes de tôle sont comptées, vérifiées, classées ou rebutées automatiquement. Elles passent ensuite aux chaînes de travail où elle sont embouties puis rivées à raison de 60 rivets par coup de presse. En 1928, l'usine comptait un personnel

de 5.000 hommes. Deux ans plus tard, il était réduit à 3.000. Quatre ans plus tard, tout fonctionnait avec 208 travailleurs ; ce personnel n'en comptait plus que 23 à la veille de la guerre !

En 1890, une paire de chaussures représentait 12 heures de travail humain ; une heure en 1934.

Alors qu'un ouvrier soude à la main 350 boîtes de conserves dans sa journée, une machine en soude 50.000.

Le procédé Corning permet de fabriquer 550.000 ampoules électriques en huit heures de travail, ce qui eût réclamé 4.000 heures il y a quelques années.

Les machines comptables, les caisses enregistreuses ont supprimé un grand nombre d'employés.

Si une tricoteuse habile fait 150 mailles à la minute, les derniers métiers à tricoter fonctionnent à la cadence de 480.000 mailles à la minute.

A Troyes, les bonnetiers ont des machines qui, avec leurs accessoires, fabriquent une paire de chaussettes en trois minutes. Une seule ouvrière peut surveiller plusieurs machines à la fois.

On pourrait fournir des centaines d'exemples où la machine remplace 10, 50, 100 ouvriers, souvent davantage. D'abord semi-automatique, elle devient complètement automatique. Ainsi la surveillance de la production d'énergie électrique et sa distribution sont contrôlées par des machines qui renseignent l'opérateur, mais n'exécutent ses ordres que s'ils sont correctement conçus. Dans le dispatching des grands réseaux, l'ingénieur lit sur un tableau lumineux la production des génératrices thermiques et hydrauliques, la distribution du courant par les artères des ré-

seaux et les sous-stations, la charge des câbles, etc. Tout accident est porté automatiquement à sa connaissance pour lui permettre de dériver le trafic en appuyant sur les boutons qui commandent les manœuvres nécessaires aux sous-stations et aux postes d'interconnexion qui les exécutent toutes seules. Si son ordre est incorrect, la machine l'en avise, et, au besoin, bloque tout le dispositif,

Personne ne devrait contester cette double évidence : à savoir que le progrès technique crée l'abondance des biens de consommation, en même temps qu'il dégage continuellement du travail humain. La production a augmenté dans des proportions gigantesques tandis que les emplois devenaient de plus en plus rares. Sur ce dernier point, il existe des statistiques, car une enquête a été faite en Amérique portant sur l'agriculture, l'industrie extractive, la fabrication des objets de tous genres, la production de l'énergie et les transports. Elle a révélé que, de 1899 à 1939, le nombre des travailleurs avait diminué, en moyenne, de 58 %. Cette réduction atteint même 65 % quand elle porte sur les heures de travail. Ces pourcentages sont au-dessous de la réalité, car ils ne tiennent compte ni de la qualité plus grande des produits, ni des économies réalisées sur les matières premières et l'énergie. Toujours aux Etats-Unis, l'énergie humaine ne représente plus que 2 % de celle qui actionne les machines.

Les conséquences de ces progrès foudroyants devraient se traduire par un enrichissement général et continu des populations. Au contraire, ils provoquent catastrophes sur catastrophes :

devant des richesses toujours plus considérables, s'étale une misère grandissante.

Ce n'est donc pas la production des richesses qui est en cause, mais leur distribution : celle-ci est définitivement enrayée. Impossible de le comprendre sans démonter le mécanisme du capitalisme.

MECANISME DU CAPITALISME

Dans ce régime, reposant sur l'échange, les moyens de production sont propriété privée. Leurs propriétaires en retirent un profit en vendant la production au prix le plus élevé que permet la concurrence. Les gens ne possédant rien vendent leur travail aussi cher que la concurrence le permet, et obtiennent des salaires, des appointements, des traitements et des soldes qui leur permettent d'acheter ce dont ils ont besoin pour vivre.

Il est clair que pareil régime ne peut exister dans l'abondance, puisqu'elle supprime le profit. En effet, on ne peut vendre que des produits et des services ayant quelque valeur. Or, seuls les produits rares conservent de la valeur et se vendent avec profit. Les produits abondants n'ont aucune valeur : on les donne ou on les prend : *on ne les vend pas*.

De même, une main-d'œuvre abondante ne trouve pas à s'employer. Elle devient vite surabondante quand la machine exécute la plus grosse part du travail.

C'est donc une lapalissade que d'affirmer que

l'abondance n'existe pas : elle n'existera jamais en régime capitaliste, car la production ne s'inspire pas du désir de satisfaire la consommation, mais de celui de réaliser un profit. Quand ce profit devient impossible, la production s'arrête. On dit alors qu'il y a *crise*, même si beaucoup de consommateurs manquent du strict nécessaire.

Les besoins des hommes ne sont donc illimités qu'en théorie. Dans la pratique, ils ont pour limite le contenu de leur porte-monnaie, car le producteur ne connaît que les besoins solvables de ses clients.

Si l'on pouvait vendre tout ce qu'on produit, il n'y aurait jamais de crise.

Il s'agit donc de savoir par quel canal l'argent arrive dans la poche des clients puisqu'il en sort sans arrêt. Plus le client en reçoit, plus il est riche ; l'homme riche étant celui qui a les moyens de beaucoup acheter.

Ici, aucun mystère : en régime capitaliste, *c'est la production elle-même qui distribue l'argent dont les clients se servent pour acheter les produits*. La production crée les revenus que les consommateurs dépensent pour vivre (1).

(1) Ces revenus correspondent au rôle que les individus jouent dans la production, soit en lui fournissant du travail ou des capitaux, soit en rendant des services. C'est sur ces revenus que l'Etat prélève ses recettes, directement sur leur montant et indirectement quand on les dépense. En régime capitaliste, l'Etat ne peut donner que ce qu'il reçoit. S'il n'équilibre pas son budget, il s'endette et la monnaie finit par s'avilir.

Que le lecteur veuille bien jeter les yeux sur la figure 2 :

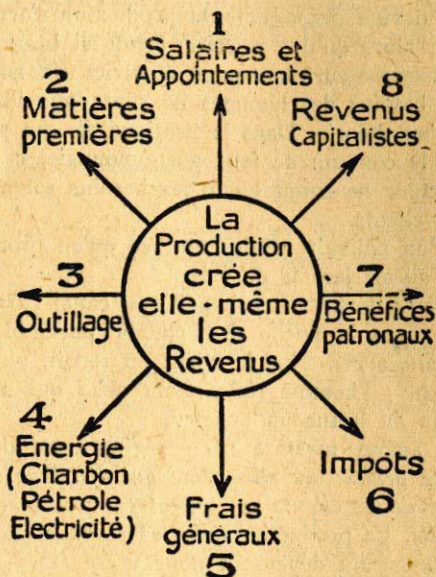


Figure 2.

Il y voit une circonférence représentant la production pendant le temps qu'elle s'élabore. Sa gestation s'accompagne continuellement de sorties d'argent qui vident à peu près la caisse des producteurs ; tous ces paiements prenant des directions différentes. Les flèches 1. 2. 3. 4. 5. et 6. indiquent les canaux par où l'argent

s'écoule pour aller former le revenu des futurs clients (1). Les flèches 7 et 8 indiquent les canaux d'où sortiront un peu plus tard, les profits capitalistes.

Car, pour qu'il y ait profit, il faut qu'il rentre dans la caisse du producteur plus d'argent qu'il en est sorti. Il rentre quand les clients se servent de leur revenu pour acheter les produits. (Voir fig. 3).



(fig. 3)

S'il rentre plus d'argent qu'il en est sorti, le producteur réalise un profit, et les canaux 7 et 8 s'ouvrent pour lui constituer son propre revenu.

Il est évident que les clients, tous réunis, ne

(1) La flèche 6 indique le canal qui alimente les Caisses de l'Etat, des départements et des communes. Grossies des impôts prélevés encore sur tous les consommateurs, ces Caisses fournissent le revenu des fonctionnaires, des retraités et des pensionnés.

peuvent pas rapporter plus d'argent qu'il en est sorti de la caisse des producteurs ; cependant cette heureuse conjoncture se réalise pour ceux qui ont été les plus habiles, car la concurrence joue entre eux. Et le plus habile ne dispose guère que d'un procédé classique : celui d'augmenter son chiffre d'affaires en même temps qu'il diminue son prix de revient.

C'est en recourant systématiquement à la machine que les producteurs atteignent ce double but. Certes, ils augmentent leurs dépenses d'outillage et de force motrice, mais ils réalisent une économie bien supérieure sur la feuille de paie.

Tel est l'usage que les producteurs font des progrès techniques : ils augmentent la production et diminuent les dépenses dont elle est l'occasion. Mais ils provoquent encore une autre conséquence, généralement perdue de vue et par les producteurs et par les économistes : celle de solvabiliser toujours moins de clients.

Une crise éclate fatalement chaque fois que la production dépasse la capacité de vente. On se plaint d'avoir trop produit, alors qu'au même moment la misère s'aggrave.

Toutes les crises (dites cycliques), ont eu la même cause : la carence des acheteurs a fait baisser le chiffre d'affaires des détaillants qui, à leur tour, ont ralenti leurs commandes aux grossistes, etc... On liquide à perte les stocks, jusqu'au jour où des capitaux frais, s'investissant dans des entreprises nouvelles qu'on espère rentables, raniment les affaires. C'est alors la reprise jusqu'à la crise suivante. Toute l'histoire du capitalisme se résume en une succes-

sion de crises qui, depuis 1880, sont devenues toujours plus graves et toujours plus rapprochées.

LA CRISE FINALE (1929)

La première guerre mondiale avait accumulé les ruines et épuisé tous les stocks de la planète. On escomptait ainsi une longue période de prospérité capitaliste mais, comme aujourd'hui, on craignait de manquer de main-d'œuvre. Ce fut bien au contraire le travail qui manqua, car le chômage apparut tout de suite prenant des proportions gigantesques. Bientôt, les nations capitalistes comptèrent 30 millions de chômeurs secourus et elles étaient loin de les secourir tous. Si l'on suppose deux personnes à la charge de chaque chômeur, c'est au bas mot *cent millions d'anciens clients qui ne pouvaient plus acheter.*

La crise de 1929 ne tarda pas à éclater. La production, toujours plus scientifique, créait moins de pouvoir d'achat qu'autrefois et dépassait de beaucoup les besoins solvables. L'effondrement du cours des matières premières et des produits manufacturés ruina des milliers d'entreprises privées ; et la misère prit des proportions inconnues : la misère dans l'abondance.

Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, la crise était *mondiale*, car elle atteignait tous les pays capitalistes ; elle était encore *générale*, car elle sévissait dans tous les secteurs de l'économie. Partout on débauchait,

nulle part on n'embauchait ; on se plaignait d'avoir trop produit partout, aux champs comme à la ville : les magasins regorgeaient de marchandises, mais étaient vides de clients. Et le chômage des travailleurs entraînait celui des patrons ; en effet, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre.

INTERVENTION DE L'ETAT

Les capitalistes se méfient de l'Etat. Ils disent qu'il paralyse l'esprit d'entreprise. Mais, dès que le profit s'évanouit et qu'apparaissent les pertes, c'est à l'Etat qu'ils font appel pour obtenir protection douanière, subventions, crédits, commandes et le reste.

L'Etat, cette fois, était en face de stocks de marchandises invendables, mais à côté d'eux se trouvaient des besoins inassouvis. Il pouvait donc acheter les marchandises et les donner aux chômeurs, car, s'ils étaient incapables de les acheter, c'est que leur travail n'avait pas été nécessaire pour les produire.

Cette solution humaine n'était pas capitaliste. L'Etat acheta donc les marchandises, ce qui limita les pertes des producteurs ; puis il les détruisit sous prétexte d'assainir les marchés. Ainsi les contribuables payèrent, collectivement et inutilement, les marchandises qu'ils ne pouvaient pas acheter.

Ces destructions légales de richesses se produisirent dans tous les pays atteints de ce qu'on appelle la crise, et portèrent sur blé, maïs, vin,

lait, viande, poisson, coton, cuir, fruits, légumes, etc. Le Brésil brûla 100 millions de sacs de café de 60 kilos chacun. Ces mêmes pays prirent aussi des mesures pour restreindre la production future. Aux Etats-Unis, le président Roosevelt fit verser aux fermiers des indemnités si élevées, qu'ils gagnaient plus d'argent à se croiser les bras qu'à ensemençer leurs champs. Partout d'immenses étendues de terrains de culture furent remises en friche.

On croit souvent que la France — pays de bon sens — échappa à cet accès de folie. Voici quelques lois et décrets-lois qui furent votés ou ratifiés à l'unanimité des députés (moins deux voix), et à l'unanimité des sénateurs.

LA FRANCE LUTTE CONTRE L'ABONDANCE

Contre l'abondance du blé : On donna d'abord une prime de 60 puis de 90 francs par quintal de blé exporté, et l'on réussit à se débarrasser de 13 millions de quintaux en deux ans (1933 et 1934). Les étrangers payaient leur pain moins cher que nous, quand il était pétri de farine française.

Comme c'était insuffisant, on limita les emblavures en frappant l'agriculteur d'une amende pour chaque hectare dépassant la limite autorisée. (Loi du 24 décembre 1934).

Enfin, on ordonna la *dénaturation* de 11 millions de quintaux de blé. On peut lire, à l'Officiel du 27 septembre 1938, le texte du concours, ouvert entre tous les Français, pour trouver le

meilleur procédé rendant le blé impropre à la nourriture des hommes et des animaux.

Accessoirement, ce décret-loi du 30 octobre 1935 interdit la création de nouveaux moulins à farine, la réouverture des moulins fermés ; il limita la capacité d'extension et d'écrasement des moulins en activité.

Contre l'abondance du vin : On obligea les vigneronns à arracher 150.000 hectares de vignes, moyennant une indemnité de 7.000 francs par hectare. Des mesures identiques furent prises en Afrique du Nord (décret-loi du 30 juillet 1935). Puis on distilla 30 millions d'hectolitres de vin en 1936 et en 1937, dont on tira 2.500.000 hectolitres d'alcool. La moitié fut mélangée à l'essence (décret-loi du 17 juin 1938).

Contre l'abondance de la viande : On ordonna l'abatage de 150.000 vaches présumées tuberculeuses, et un décret-loi du 24 avril 1936 augmenta l'indemnité à payer à leurs propriétaires. L'exposé des motifs explique que cette disposition permettra de développer le programme d'assainissement du marché de la viande qui a donné des résultats pleins d'intérêt.

Contre l'abondance du poisson : Une circulaire de M. William Bertrand, ministre de la Marine marchande, obligea les pêcheurs d'élargir de deux millimètres les mailles de leurs filets de pêche, car ils prenaient trop de poissons. Un décret-loi du 21 novembre 1935 permit au ministre de suspendre, plusieurs jours par semaine si nécessaire, la sortie des bateaux de pêche.

Contre l'abondance générale des récoltes : Le décret-loi du 30 octobre 1935 supprima les offices agricoles des départements coupables, dit

le rapport de MM. Cathala et Marcel Régner, *d'avoir permis à l'agriculteur de réaliser de profondes améliorations techniques et, de porter sa production à un niveau élevé.*

Contre l'abondance des bananes : Le décret-loi du 31 décembre 1938 ne subventionna, aux colonies, que les producteurs qui n'expédient pas de bananes en France.

Contre l'abondance du rhum : Le décret-loi du 9 mars 1938 bloqua le rhum dans les ports dès que son prix baisse au-dessous d'un certain cours.

Contre l'abondance du sucre : On limita les surfaces sur lesquelles il est permis de cultiver la betterave à sucre ; et l'on interdit de nouvelles sucreries dans nos colonies (décret-loi du 27 août 1937). La France a été officiellement représentée à la Conférence Internationale de Londres, où des mesures ont été arrêtées pour restreindre la culture de la canne à sucre et de la betterave.

Contre l'abondance des chaussures . La loi Le Poullen, du 23 mars 1936, a interdit l'ouverture d'une nouvelle usine, d'un nouveau magasin de chaussures, et même d'une nouvelle échoppe de réparations.

Contre l'abondance de l'électricité : Le décret-loi du 30 octobre 1935 a interdit d'agrandir sans autorisation les centrales existantes et d'en créer de nouvelles.

Contre l'abondance des moyens de transports : On diminua le nombre des trains et des services d'autocars, sous l'aimable prétexte de *coordonner le rail et la route*. (Décret-loi du 30 octobre 1935).

On ignore si ces lois et décrets-lois sont tou-

jours en vigueur, mais on sait que l'arrachage obligatoire des vignes continue, et qu'il est interdit d'en planter de nouvelles dans certains cas. (*Journal officiel* du 20 octobre 1945, pages 1813 et 1814).

DISPARITION DU PROFIT

Dès que les progrès techniques permettent de créer l'abondance, les profits s'évanouissent. Une entreprise privée qui ne réalise plus de profits ne tarde pas à devenir déficitaire. A ce moment, ce sont ses créanciers qui se chargent de la faire disparaître. L'évanescence du profit se mesure donc au nombre des faillites et des liquidations judiciaires.

A cet égard, il faut savoir que le tribunal de Commerce de la Seine ne prononçait, dans l'année 1918, que 11 liquidations judiciaires et 33 faillites. Dès l'année suivante, leur nombre augmenta et atteignit ensuite des chiffres toujours plus élevés. Voici la progression pour le ressort de cet unique tribunal de commerce.

Années	Liquid. judic. et faillites
1918	44
1919	102
1920	302
1921	604
1922	1.188
1923	1.358
1924	1.487
1925	1.579

Années	Liquid. judic. et faillites
1926	1.324
1927	1.745
1928	1.734
1929	1.994
1930	2.169
1931	2.623
1932	3.314
1933	3.187
1934	3.536

Ainsi donc, le tribunal de Commerce de la Seine prononçait, en 1934, 80 fois plus de liquidations forcées qu'en 1918. Il est clair que ces producteurs étaient victimes d'une situation plus forte que leur volonté : s'ils étaient au-dessous de leurs affaires, *c'est que le pouvoir d'achat de leurs clients avait considérablement baissé.*

On remarquera que le passif de ces liquidations a atteint 12 milliards en 1931, et 14 milliards en 1933. A combien s'est-il élevé dans la France entière, et pour l'ensemble des pays capitalistes ? Et cependant, notre loi du 12 juillet 1933 permettait aux producteurs d'obtenir une réduction du prix de leur loyer ; et celle du 29 juin 1935 accordait une réduction du prix de vente et des délais de paiement. (1)

L'assainissement des marchés et les mesures légales de restriction de la production s'avéraient donc incapables d'arrêter la chute catastrophique du profit. Pour y réussir, un seul moyen : *augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs,*

(1) Extrait de la conférence de M^e Palvadeau, docteur en droit, avocat à la cour de Paris.

c'est-à-dire augmenter les revenus existants et en créer de nouveaux.

Mais par quel procédé ? En régime capitaliste, la production étant la source d'où coulent tous les revenus, augmenter le débit de cette source consiste à augmenter la production elle-même. Or, tous les secteurs de l'économie étaient encombrés de marchandises qu'ils ne pouvaient pas vendre !

Il fallait donc imaginer une production extraordinaire, qui, comme les autres, donnerait naissance à des salaires et à des profits, mais, à la différence des autres, n'apporterait aucun produit à vendre sur les marchés déjà saturés.

Sans se concerter, les nations capitalistes découvrirent les *armements*.

RESTAURATION DU PROFIT PAR LES ARMEMENTS

En effet, les armements répondent à cette double condition. Ils permettent même de distribuer des commandes à tous les secteurs : métallurgie, chantiers navals, travaux publics, aviation, textiles, produits chimiques, transports, alimentation, etc. Comme on ne tarda pas à mobiliser les deux sexes dans de gigantesques armées modernes, on put étendre indéfiniment les fournitures militaires. Pratiquement, elles allèrent du croiseur-cuirassé d'escadre, énorme forteresse flottante, jusqu'au soutien-gorge. L'Etat achète ainsi des quantités énormes de matières premières et de produits manufacturés, car il lui suffit de pré-

tendre que ces stocks de réserve sont indispensables à la défense nationale.

Les commandes d'armement prirent vite une allure vertigineuse dans tous les pays capitalistes. Les statistiques de la Société des Nations révèlent qu'elles ont atteint, avant les hostilités, la somme astronomique de 8.200 milliards de nos francs actuels (1946), alors que la France n'en trouvait pas un seul pour assurer une retraite à ses vieux travailleurs. De 1936 à 1938, les dépenses pour la préparation de la guerre doublèrent dans le monde ; elles permirent de tripler certaines productions de base. Et, malgré l'extension soudaine des camps d'instruction et la prolongation du service militaire, les nations capitalistes ne réussirent jamais à résorber tous leurs chômeurs. C'est que les trusts, les ententes industrielles, les corporations, etc., jaloux de conserver pour leurs membres un profit qui se dérobaient, éliminaient le plus de concurrents possible.

ALORS SURGIT LE FASCISME

Pour beaucoup de nos contemporains, le fascisme serait un régime économique et social nouveau, reposant sur la dictature, et qui remplacerait le régime capitaliste.

La vérité est plus simple : le fascisme est le régime capitaliste lui-même, mais sous la forme autoritaire qu'il revêt à l'article de la mort. C'est l'agonie violente qu'il traverse dans certains pays.

En effet, le capitalisme ne fonctionne qu'en vertu de certains équilibres que le progrès technique a définitivement rompus. Le fascisme se propose de faire jouer de force des ressorts qui sont brisés. Il consolide ainsi les monopoles des trusts au détriment des moyennes et petites entreprises ; sous prétexte de combattre le communisme, il supprime les libertés syndicales ; il favorise la production massive d'armements ; il porte à 12 puis à 15 heures la durée du travail en reculant l'âge de la retraite ; il supprime le droit de parler et d'écrire ; il interdit aux travailleurs de changer de profession ; il crée le parti unique, l'information émanant du pouvoir, l'épargne forcée, etc. Pour maintenir l'apparence de l'ordre, il lui faut un appareil policier très lourd ; enfin des camps de travail et de concentration.

Le fascisme est né de la crise de 1929. C'est en exploitant la détresse des centres industriels de l'Italie du Nord que Mussolini réussit sa marche sur Rome. C'est en groupant les 6 millions de chômeurs allemands que Hitler, au prix de 12.000 exécutions capitales, fit régner le national-socialisme.

Le fascisme n'est donc pas sorti tout armé du cerveau de dictateurs en délire : Franco l'imposa à l'Espagne, Salazar au Portugal, l'amiral Horthy à la Hongrie, le général Plastiras à la Grèce, le colonel Farrel à l'Argentine, le colonel Vargas au Brésil, Seipel et Dollfuss à l'Autriche, le général Sadao Araki au Japon, etc. On voit qu'il est apparu simultanément dans des pays fort éloignés.

Son programme est partout le même : *avan-*

tager les gens qui font encore des profits, et faire taire les autres.

Le seul moyen d'éviter la phase fasciste est d'en terminer tout de suite avec le capitalisme.

De plus, le fascisme ne résoud rien. Pour revigorer le capitalisme, il faudrait une génération spontanée de clients. Ce n'est pas au pouvoir du fascisme. C'est tout juste s'il donne l'illusion de soulager la misère en demandant l'aumône aux sons d'une marche triomphale (1).

MAIS QUI PAYA LA RESTAURATION DU PROFIT ?

Ce fut la monnaie capitaliste. Simple marchandise présentant l'avantage d'être acceptée en échange de toutes les autres marchandises et services, il faut que sa valeur soit stable, condition indispensable pour jouer le rôle d'étalon de mesure des valeurs.

Or, la valeur de toute marchandise croît avec la rareté et décroît avec l'abondance.

Il est clair que les nations capitalistes n'ont pas pu faire face avec des impôts et des emprunts à l'assainissement des marchés, ni aux subventions de toute nature qu'ont réclamées les entreprises déficitaires. Enfin, les armements massifs ont consumé la monnaie capitaliste, car c'est comme un feu qu'il faut nourrir, et qui s'éteint s'il n'augmente.

Depuis vingt ans, le budget des nations capitalistes est déséquilibré et le déficit s'aggrave

(1) Mais le fascisme ne peut résister à la décomposition du capitalisme : l'Etat dût alors contrôler la monnaie et remplacer le commerce extérieur par les accords de troc ; fixer les prix et les salaires ; répartir les matières premières ; diriger la production sans se soucier de la rentabilité, etc...

tous les ans, car c'est maintenant lui qui fournit les revenus que la production ne crée plus. L'Etat a donc multiplié les billets de banque ; et cette inflation, sans rapport avec l'augmentation des biens de consommation, *dévore mécaniquement la monnaie capitaliste*.

En 1914, la circulation en France atteignait dix milliards de francs (dont la moitié en espèces monnayées et moitié en billets de la Banque de France garantis par l'or des déposants). La circulation actuelle (janvier 1946) s'élève à 589 milliards ; elle est donc soixante fois plus forte.

Le franc a subi six dévaluations et sa dépréciation se mesure à la hausse des produits et des services qu'il permet d'acquérir.

Mais, depuis 1929, toutes les monnaies capitalistes ont subi une ou plusieurs dévaluations. Avec une ingénuité touchante, certains de nos compatriotes espèrent que le dollar, la livre, le florin, le franc suisse sont des monnaies-abri. Moins dévaluées que notre franc, elles suivent le même chemin, car les causes qui affaiblissent notre monnaie détériorent aussi sûrement les monnaies étrangères, puisque le capitalisme n'est viable nulle part.

La baisse de la monnaie aggrave les désordres économiques. Elle volatilise l'épargne des vieux travailleurs.

LA GUERRE N'ARRANGEA RIEN ; AU CONTRAIRE, ELLE FIT REALISER AUX TECHNIQUES DE NOUVEAUX PROGRES

La folle course aux armements devait se terminer par la guerre qui permettrait d'en fabriquer bien davantage. En effet, tous les records

furent battus et de fort loin : ainsi les Etats-Unis, à eux seuls, y consacrerent la somme effrayante de 19.000 milliards de nos francs actuels, tant pour leurs armées que pour celles de leurs alliés. Et, malgré la mobilisation de 12 millions d'hommes et de femmes, la production américaine ne se ressentit nullement de cet effort gigantesque. Les biens de consommation augmentèrent pendant les hostilités, et tous les chômeurs américains ne furent pas résorbés.

En mobilisant 95 millions de combattants, la guerre a posé des problèmes de masse qui ont été résolus. Il a fallu nourrir, vêtir, armer, transporter des armées comme le monde n'en a jamais connu. Il n'est plus un secret que les Alliés construisaient plus de navires que les sous-marins en coulaient, plus d'avions que l'ennemi en descendait, plus de chars qu'on en détruisait sur les champs de bataille (1). Alors qu'on se plaignait, en 1939, de l'abondance du caoutchouc naturel, on fabrique aujourd'hui 1.600.000 tonnes de caoutchouc synthétique, donc plus que n'en fournissaient les plantations. Les textiles synthétiques ont pris une extension considérable comme aussi les matières plastiques qui, en remplaçant l'usinage par le moulage, permettent une grosse économie de main-d'œuvre. C'est une technique sans main-d'œuvre qui est adoptée dans l'industrie du magnésium ; et l'on extraît maintenant de l'eau de mer des quantités énormes de brome et de potasse.

(1) On se rappelle peut-être que pendant la première guerre mondiale, les armées se terraient pendant des mois jusqu'à ce que l'arrière ait pu construire le matériel qui permettrait de reprendre l'offensive.

La carbonisation souterraine des houilles, inaugurée en Russie, permettra peut-être bientôt de réaliser la mine sans mineurs. Elle fournira d'énormes quantités de gaz qu'on peut utiliser pour les grandes synthèses : alcool méthylique, aldéhyde formique, alcools, ammoniaque, acide nitrique, essences synthétiques, etc.

Avant guerre, la machine relevait l'homme de son travail en limitant son rôle à celui de simple surveillant ; avec les techniques électroniques, ce sont les surveillants qui deviennent inutiles ; certaines usines tendent à fonctionner tout à fait automatiquement. (Extrait de la conférence de M. Lucien Perruche, ingénieur I.C.P., docteur ès sciences de l'Université de Paris.)

Enfin, l'énergie atomique...

ET DEMAIN ?

Hier, le mot d'ordre était de restreindre la production. Aujourd'hui, il est de l'augmenter au maximum, comme si la mévente et le chômage n'étaient pas au bout de ces efforts. On se retrouvera vite dans l'impasse d'hier, car la reconstruction, financièrement insoluble sur le plan capitaliste, ne fournira pas l'ombre d'une reprise.

Les nations capitalistes sont sûres de *posséder constamment une capacité de production très supérieure à la capacité de vente*, car cette situation est la conséquence de l'évanescence du pouvoir d'achat chez un nombre toujours croissant de consommateurs. On s'apercevra que plus les

marchandises regarniront les magasins, moins ceux-ci auront d'acheteurs.

Une ridicule crise de surproduction apparaîtra bientôt, alors que la grande masse des consommateurs souffrira de pénurie. Si elle provoque une chute brutale des cours, ce seront de nouvelles cascades de faillites désagrégeant le peu qui reste de l'économie libérale. Partout on recommencera à construire des armements périmeés et à entasser des stocks pour la prochaine guerre, tandis que le déficit du budget achèvera l'effritement de la monnaie et la volatilisation de l'épargne.

DEUX SECTEURS :

CELUI DE LA PRODUCTION	CELUI DE LA MISERE
HOMMES QUI ONT ENCORE DU TRAVAIL	CHOMEURS ET LEURS FAMILLES
PATRONs QUI FONT ENCORE DES BENEFICES	JEUNES SANS EMPLOI
RENTIERS QUI ONT ENCORE DES RENTES, ETC...	VIEUX SANS RESSOURCES
BREF, TOUS CEUX A QUI LA PRODUC- TION DISTRIBUE ENCORE DES REVENUS	PATRONs RUINES
	BREF, TOUS CEUX DONT LA PRODUCTION N'A PLUS BESOIN

Fig. 4.

Dans chaque pays, la population se partagera en deux secteurs (fig. 4) : l'un auquel la production capitaliste fournira des revenus toujours plus maigres et aléatoires ; l'autre réunissant pêle-mêle chômeurs, fonctionnaires faméliques, jeunes sans emploi, patrons ruinés, anciens rentiers, vieux sans ressources. Et le destin des gens du premier secteur sera d'aller plus ou moins vite croupir dans le second. Dans l'espoir d'éviter d'y choir, hommes et femmes se réfugieront, qui dans l'armée, qui dans des fonctions publiques inutiles, alourdissant encore le budget et apportant des entraves stupides à l'économie libre qui s'identifiera de plus en plus avec le marché noir.

Quand il faut toujours plus d'argent pour vivre toujours plus mal, comment l'immoralité ne gagnerait-elle pas continuellement du terrain ? La déliquescence du régime prendra vite des proportions si graves que le fascisme apparaîtra comme le salut.

Hélas ! le fascisme peut tout en paroles... sauf ressusciter un mort ; or, le capitalisme est un mort en pleine décomposition.

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Qu'on suppose deux pays, A et B. ayant, par hypothèse, même superficie, mêmes richesses naturelles, même nombre d'habitants.

Chaque année A et B créent la même masse de biens de consommation. Mais en A, la production réclame le travail des vingt millions de travailleurs que compte le pays : en B, au contraire, l'outillage est si développé, que dix millions de travailleurs suffisent à la tâche.

Des deux pays, quel est le plus évolué ?

C'est évidemment B, car, pour créer autant de richesses que A, il n'exige de ses habitants que la moitié du travail qu'A réclame des siens. Du point de vue économique, B donne les signes d'une parfaite santé.

Si cependant les deux pays vivent en régime capitaliste, la population du premier est relativement prospère, tout le monde ayant du travail et disposant d'un revenu. Au contraire, celle de B est plongée dans une crise sans issue, car dix millions de chômeurs paralysent la vie économique. En effet, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre. A et B ont produit les mêmes richesses, mais B a créé beaucoup moins de pou-

voir d'achat, et tous ses malheurs en découlent.

Si l'on estime que A et B n'existent que dans l'imagination, il suffit de considérer un seul pays, mais à des époques différentes : avant et pendant la révolution mécanicienne. Sa production aura crû fortement tandis que son revenu national se rétrécissait sans cesse : en conséquence, la distribution des richesses est définitivement enrayée.

L'économie distributive s'impose donc dans un pays, dès que l'efficacité technique de son outillage et de son équipement ne réclame plus le labeur simultané de tous les travailleurs.

Pour qu'il y ait alors du travail pour tous, les hommes doivent travailler moins longtemps et chacun à leur tour. Le travail par roulement fait disparaître le chômage qui devient ainsi des loisirs pour tous.

Enfin, pour qu'il y ait aussi des produits pour tous, le droit aux produits doit être dissocié de la considération du travail fourni. La formule de distribution des richesses devient : « à chacun selon ses besoins », car la vieille formule « à chacun selon ses œuvres » est devenue impraticable. En effet, chacun ne trouvant plus, comme autrefois, tout le travail qu'il désire, doit accomplir le peu de travail encore nécessaire qui lui revient.

D'où découlent des réformes de structure économique et sociale :

1° Les moyens de production, faisant retour à la collectivité, fonctionnent pour la satisfaction des besoins réels de tous les consommateurs ;

2° Les travailleurs fournissent à tour de rôle

Socialisme
distributif

un service social aux fins d'assurer la pérennité de la production ;

3° La distribution des richesses s'effectue au moyen d'une monnaie de consommation, uniquement chargée de faire passer la production aux consommateurs.

Ce qui entraîne les conséquences suivantes :

1° Les classes sociales disparaissent puisqu'elles fusionnent dans le service social et la distribution des richesses : il est désormais impossible à un homme d'en exploiter un autre.

2° L'Etat subit une transformation complète. En régime capitaliste, il n'exerce aucune fonction économique ; son rôle consiste à arbitrer les conflits entre classes sociales, ou, plus exactement, à défendre les intérêts de la classe dominante dont il est l'émanation ; en économie distributive, l'Etat devient utilitaire puisqu'il assume toutes les fonctions économiques ; en revanche, il n'a plus de conflits à arbitrer, car les classes ont disparu. Le gouvernement des hommes étant remplacé par l'organisation des choses, l'Etat garantit à tous ceux qui vivent dans son sein : éducation, instruction, bien-être matériel, sécurité du lendemain. Il assure à chacun cette liberté de pensée, d'expression et d'action qui n'existe pleinement que pour ceux dont la sécurité matérielle est assurée.

3° La production est scientifiquement planifiée grâce à une rationalisation, à l'échelle de la nation, de tous les moyens de production. En dernière analyse, le plan est décidé par le pouvoir politique, émanation de la nation tout entière ;

4° Le service social utilise au mieux les facultés de chacun, soit pour l'administration du pays, soit pour la production. Sa durée est fonction du degré d'équipement et du secteur de l'administration et de la production dans lequel il est accompli.

Bravo

5° Chaque être humain a droit, de la naissance à la mort, à un revenu social qui, dès l'abondance réalisée, sera égal pour tous. Sans égalité économique, la démocratie reste un vain mot.

6° Chacun est libre de dépenser son revenu à sa guise : il est calculé de telle sorte que le total des revenus soit égal à la valeur totale des produits et services déterminés par le plan. Dès l'instant que l'Etat assure à tous un revenu, il n'a plus d'impôts à percevoir. Ce revenu s'exprime en monnaie de consommation émise pour la production qu'elle est chargée de distribuer.

On se borne à représenter dans ses grandes lignes la forme sociale qui doit succéder à la nôtre. On voit qu'elle permet l'épanouissement complet de la personnalité.

En effet, tout enfant, quelle que soit son origine, aura sa part des connaissances humaines, et son éducation le préparera au service social. Celui-ci terminé, chacun, libéré de tout souci matériel, pourra élever dignement sa famille, et se consacrer à l'occupation de son choix. Les loisirs, conquête des savants et même de toutes les générations antérieures, seront enfin accessibles à tous les hommes. Comme la civilisation est fille des loisirs, que ne peut-on espérer d'une société où chacun est éduqué, instruit, et jouit de loisirs heureux ?

le débarras

CARACTERE DE LA REVOLUTION ACTUELLE

Le lecteur ne doit pas chercher des précédents dans l'histoire : *il n'en existe pas*. Ce sont les choses qui sont révolutionnaires, les hommes ne le sont pas encore.

Karl Marx a justement remarqué que la manière dont les hommes se distribuent les richesses n'est pas constante : elle varie avec le mode suivant lequel ils se divisent le travail. Quand ce mode change, les hommes finissent par s'adapter et cette adaptation — toujours révolutionnaire puisqu'elle change l'ordre établi — s'accompagne de violence si des résistances sont à vaincre. En définitive, les classes sociales — qui sont une conséquence de la rareté des produits — se disputent la propriété des moyens de production, car, dans une économie fondée sur l'échange, elle confère la puissance et la richesse. Ainsi la Révolution de 1789 permit à la bourgeoisie d'achever brutalement la conquête des moyens de production (la terre en particulier) que détenaient la noblesse et le clergé.

Celle qui est en cours est de nature toute différente : le torrent impétueux des progrès techniques enlève aux moyens de production la rentabilité qui les faisait désirer : *ils tombent des mains de leurs propriétaires*. car le profit — raison d'être de leur appropriation — est en voie de complète disparition (1). On sait que le droit de

(1) Ce phénomène est masqué par la dépréciation monétaire, mais ne peut être nié par les gens avisés. Il y a trente ans, le propriétaire d'une maison de rapport, valant 400.000 francs, en retirait un revenu de 20.000 francs lui permettant, par exemple, d'acheter 100 barriques de bordeaux. Que vaut son immeu-

River
Stirling
Nov 67

Jan 10

propriété consiste à *user* et à *abuser* des choses possédées : or, le droit d'abuser a disparu, et celui d'user a subi de telles restrictions au cours de ces dernières années, qu'il a été amputé d'au moins 90 % dans tous les pays capitalistes. Cette amputation a été opérée par les lois et les règlements sous la seule pression des événements économiques : aucune fraction de ces 90 % ne peut être inscrite au crédit d'un parti politique.

Il en résulte que cette révolution ne se fait pas au bénéfice d'une classe sociale, aucune ne pouvant plus tirer profit des moyens de production devenus patrimoine commun par la force même des choses. Si, demain, le prolétariat s'en emparait, ils lui seraient aussi inutiles qu'à la noblesse et au clergé s'ils les reconquerraient sur la bourgeoisie. Le propre de la révolution mécanicienne est de faire disparaître les classes sociales en substituant l'abondance à la rareté.

Il ne s'agit donc plus de prendre aux uns pour donner aux autres, il s'agit d'enrichir tout le monde.

La défense des privilèges devient impossible puisque les créanciers se chargent eux-mêmes de faire disparaître les entreprises déficitaires. Il est évident que l'Etat ne doit plus renflouer

ble aujourd'hui ? Ses loyers donnent de 50 à 60 000 francs, avec lesquels il peut acheter 2 barriques de vin de Bordeaux. Ce vin est pourtant meilleur marché qu'autrefois quand on calcule son prix en or. Le revenu est donc tombé de 100 à 2, en sorte que 98 % ont disparu. Si l'on ne construit plus de maisons de rapport, c'est qu'elles ne rapportent plus. Ainsi, un appartement de 3 pièces coûte plus de 500 000 francs à construire et ne peut se louer que 15.000 francs. Comme les frais d'entretien, les taxes, les impôts et l'amortissement s'élèvent à 25.000 francs, on perdrait donc 10.000 francs chaque année. Les problèmes de

les grosses entreprises comme il le faisait hier quand elles étaient sur le point de déposer leur bilan. Tout devrait donc se passer sans qu'il soit nécessaire de revoir les scènes sanglantes de la Terreur, ni de vivre ses angoisses et ses douleurs.

La révolution mécanicienne n'est en rien comparable non plus à la Révolution bolcheviste de 1917. A cette époque, la Russie tsariste ne possédait qu'un équipement rudimentaire, et sa population paysanne sortait à peine du servage. Malgré la réussite splendide des plans quinquennaux, l'U. R. S. S. ne possède pas encore le puissant outillage que réclame l'économie distributive. Il existe sur son territoire du travail pour tous ceux qui en ont besoin pour vivre. Mais dès que ce travail aura atteint une haute productivité, l'U. R. S. S. réalisera l'abondance, comme l'a déclaré Staline, le 17 novembre 1935, dans son discours aux Stakanovistes.

L'événement se produira plus tôt qu'on le pense. Déjà le problème de la reconstruction des régions dévastées par la guerre n'est pas insoluble en Russie, alors qu'il l'est dans les nations capitalistes.

[l'habitation moderne (esthétique, hauteur, usinage à la chaîne des éléments préfabriqués, matériaux nouveaux, etc.) sont tous résolus. Mais la rentabilité a disparu, comme aussi de la plupart des placements mobiliers ou en fonds de terre. Alors que matériellement tout est possible, financièrement rien ne l'est plus. Et l'on s'étonne d'entendre encore défendre le profit au moment où il disparaît tout seul !

C'est la rançon du progrès en régime de rareté. Reste à savoir si l'humanité est condamnée à vivre dans les ruines et à mourir de faim, sous prétexte que certaines gens ne trouvent plus de profit à faire travailler les autres.

MESURES TRANSITOIRES

Un coup de baguette ne fera pas jaillir l'économie distributive.

Un plan de transition est impossible, car il suppose que l'accroissement de l'efficiencia technique va marquer un temps d'arrêt.

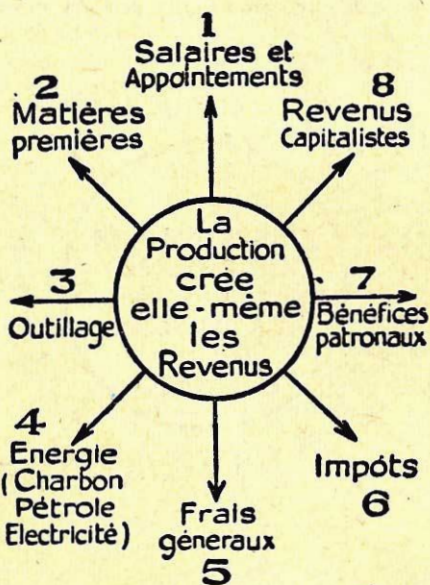
ellonpanese Mais, de même que des ingénieurs transforment une gare sans arrêter le trafic, le passage à l'économie distributive devrait pouvoir s'effectuer sans bouleverser la vie du pays, et sans même ralentir la production.

Pour y parvenir, l'Etat doit prendre des mesures de transition qui, fatalement, ne sont pas conformes à l'orthodoxie capitaliste. Avant de les aborder, le lecteur est prié de se reporter aux figures 2 et 3 qui montrent comment la création des richesses assure la distribution des revenus.

La figure 2 représente la production en cours d'élaboration : les paiements qu'elle provoque vont constituer le pouvoir d'achat des futurs consommateurs. Cette distribution de revenus s'effectue par les canaux 1, 2, 3, 4, 5 6.

Dans la figure 3, l'argent rentre dans la caisse du producteur, car les consommateurs le rapportent pour acquérir les produits. Ils utilisent ainsi leur pouvoir d'achat.

Quand il rentre dans la caisse du producteur plus d'argent qu'il en est sorti, les canaux 7, 8 (fig. 2) s'ouvrent pour fournir les revenus patronaux et capitalistes.



(fig. 2)

Or, plus la production est scientifique, plus elle crée de produits, mais moins elle crée de pouvoir d'achat. La capacité de production est déjà et restera toujours supérieure à la capacité de vente : *c'est la crise latente et s'aggra-*

vant sans cesse. Provenant uniquement de l'insuffisance du pouvoir d'achat des consommateurs, on voit que le problème de la production est résolu, mais que celui de la distribution reste à résoudre.

Jusqu'ici les interventions de l'Etat ont porté presque exclusivement sur la production (1), soit



(fig. 3)

qu'il entendit hier la freiner (assainissement des marchés, restrictions légales de la production) ; soit qu'il désire aujourd'hui l'intensifier dans la mesure du possible.

C'est ignorer que, si certains de ses canaux dé-

(1) Sauf lorsqu'il crée des emplois inutiles, ou qu'il paie des pensions, des allocations, etc... Dans ce cas, il agit directement sur la consommation.

bitent davantage en période d'activité, *en revanche, l'ensemble des canaux débite toujours moins.*

C'est donc bien inutilement que l'Etat continue à passer des commandes aux producteurs, à leur faire des avances de matières premières et d'outillage, à leur ouvrir des crédits, à leur accorder des remises d'impôts, à leur allouer des primes à l'exportation, etc. Ces avantages favorisent la production, mais n'ont aucun effet sur la distribution : la baisse du revenu national continue contre vents et marées. Aujourd'hui, la production capitaliste intensive conduit les entreprises à la faillite et les travailleurs au chômage.

En bref, tout progrès technique nouveau augmente le décalage entre le pouvoir d'achat et les prix. Et la politique budgétaire classique aggrave ce décalage, car augmenter les recettes, c'est amputer le pouvoir d'achat du consommateur d'une somme égale aux impôts nouveaux dont on le charge ; diminuer les dépenses, c'est amputer le pouvoir d'achat des fonctionnaires ; majorer les tarifs de chemin de fer, les taxes à la production, supprimer les subventions économiques, c'est faire infailliblement hausser les prix.

Plus on ira, plus les magasins se rempliront de marchandises, mais à un prix inabordable, du moins pour la grande masse des consommateurs.

Au contraire, la production croîtrait sans difficulté si les producteurs voyaient grossir le nombre de leurs clients. Il s'agit donc d'augmenter le pouvoir d'achat sans emprunter les canaux de la production. On permettra ainsi aux consommateurs d'acquérir des marchandises dont ils

ont besoin, et, en même temps, on sauvera les entreprises de la faillite et les travailleurs du chômage.

COMMENT AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT ?

D'abord, il faut que l'économie soit dirigée. Cette nécessité commence à être universellement admise ; elle est réclamée par les producteurs intelligents et prudents qui, depuis que le revenu national se rétrécit comme une peau de chagrin, ne peuvent plus faire aucune prévision économique sérieuse. Produire devient synonyme de spéculer, et même de spéculer avec plus de chances de perte que de gain.

En second lieu, l'économie ne doit plus être dirigée vers la rareté, mais vers l'abondance. L'Etat pourra ainsi déterminer à l'avance le décalage qui se produira entre le revenu national et la valeur de la production offerte, car il aura contrôlé le volume et les prix de cette dernière.

Il ne lui restera plus qu'à augmenter proportionnellement le revenu national pour que la surproduction d'autrefois soit absorbée. Par quel procédé ? En intervenant sur la consommation elle-même, c'est-à-dire en instituant sans retard le revenu social qui fait partie de l'économie distributive.

TOUS LES FRANÇAIS ONT DROIT A UN REVENU SOCIAL

Les Français et les Françaises ont droit à un revenu social dont le montant, égal pour tous, sera déterminé chaque année par l'Etat.

Il représente leur part dans la fortune prodigieuse que leur a laissée le travail acharné de toutes les générations précédentes. C'est héritage fabuleux, composé des milliers de découvertes, d'inventions et de progrès techniques de tous genres, appartient indistinctement à tous les membres de la communauté. Il fait partie du domaine public au même titre que les œuvres des grands penseurs de l'humanité.

Que le lecteur se reporte à l'exemple des deux pays A et B, ou, plus simplement, à l'exemple du même examiné à deux époques différentes (page 39) : avant et pendant la révolution mécanicienne.

✕ Si le hasard nous a fait naître avant, nous avons pu nous procurer du travail, lequel nous a permis de vivre et même d'élever nos enfants.

✕ Si nous sommes nés quelques années plus tard, la science avait permis la construction d'un outillage gigantesque qui supprimait beaucoup de travail humain, et, faute de découvrir une « occasion de travail » nous devenons des intrus : au banquet offert par la nature, il n'y a pas place pour nous, alors qu'il n'a jamais été aussi somptueusement servi. Pourquoi des intrus ? Parce que nous arrivons dans un monde si riche que personne n'a plus profit à se servir de nos bras. En nous refusant du travail, c'est le droit de vivre qu'on nous refuse. Et qui a cette prétention ? D'autres hommes, venus au monde en même temps et aussi nus que nous ; ils ont accaparé pour leur seul bénéfice le magnifique héritage qui nous vient de nos pères. Ils en jouissent parce qu'ils ont vu le jour dans une famille riche.

De sorte que celui qui vient au monde dans une famille pauvre se trouve *plus désavantagé que si le magnifique héritage n'existait pas*. Il naît chargé d'obligations de toutes sortes, y compris, au besoin, celle de se faire tuer pour la conservation de cet état de choses ; et, en face de ces obligations, un seul droit : celui de mourir de faim.

Cependant, dès qu'il arrive à l'existence, tout homme doit trouver sur terre les moyens qui lui sont nécessaires pour réaliser sa destinée. C'est un droit reconnu par toutes les religions sans exception, car il appartient même à la bête sauvage...

En conséquence, dans un monde où tout est approprié, le *revenu social* nous est dû, non pas comme travailleur, mais comme membre de la communauté : *c'est une prime de civilisation*.

Si quelques-uns n'en ont pas besoin pour vivre, ils auraient tort d'en priver ceux qui ne peuvent s'en passer, car les millions de gens qui manquent de tout ne resteront pas indéfiniment silencieux devant ce qui leur est indispensable, et qu'on leur refuse sous prétexte que leur travail n'a pas été nécessaire pour le produire. Déjà la retraite procède du même principe : le travailleur ne la touche pas en échange de son travail, mais comme membre de la communauté.

Il serait temps de se souvenir qu'une société ne peut se passer ni des enfants ni des vieillards.

OU PRENDRE L'ARGENT ?

Il est curieux de poser cette question après six années d'une guerre pendant laquelle on a spon-

tanément découvert tous les milliards nécessaires pour détruire. Ne serait-il pas ridicule, la paix revenue, de ne pas pouvoir imaginer les moyens financiers capables de faire consommer à la nation tous les biens qu'elle peut produire ?

Les orthodoxes affirment pourtant que ce n'est pas possible et ils brandissent le spectre de la hideuse inflation. Il convient de dissiper une équivoque :

Oui, il y a inflation dangereuse lorsque la circulation des billets de banque augmente dans le vide, autrement dit sans augmentation parallèle de la production. La hausse des prix est alors inévitable : en effet, si le nombre des billets double dans la nuit, tout coûte le lendemain deux fois plus cher, puisque la quantité des marchandises à vendre est restée la même. Il faut donner deux billets au lieu d'un, sans quoi la moitié des billets ne pourrait rien acheter du tout.

[Non, il n'y a pas inflation nocive quand le volume des marchandises à vendre augmente dans la proportion des billets de banque.

En dirigeant effectivement l'économie, l'Etat peut mesurer l'augmentation de la production future, et, sans faire hausser les prix, il peut augmenter la circulation des billets. C'est avec cette augmentation qu'il doit distribuer un *revenu social* à tous les Français.

Pour éliminer toute chance d'erreur, l'Etat dispose encore de la monnaie scripturale ; mais, au lieu de s'en servir comme les banques en faveur de la production, il doit l'utiliser dans l'intérêt des consommateurs.

L'ETAT DOIT EMPLOYER LA MONNAIE SCRIPTURALE

Le public est entretenu dans l'illusion que la monnaie, dont il se sert pour acheter et vendre, se compose uniquement de billets de banque. Dès lors, les plus avertis surveillent la circulation des billets émis par la Banque de France et prêtés (?) par elle à l'Etat.

Les billets de banque ne forment cependant qu'une partie de la monnaie capitaliste, car, à côté d'eux, foisonne la monnaie scripturale dont les banques ont le contrôle. Elle exerce une influence moins directe sur les prix, sauf lorsque son volume se dilate ou se contracte brutalement.

D'où sort la monnaie scripturale ? Par définition, des *dépôts* que les particuliers effectuent à leur compte en banque, et dont ils se servent ensuite en tirant des chèques. En réalité, des *crédits* que les banques ouvrent aux producteurs. Par exemple, quand une banque consent 10 millions de francs de crédit à une entreprise, c'est exactement comme si elle déposait 10 millions au compte de cette entreprise. Celle-ci tirera des chèques au fur et à mesure de ses besoins, et, si leurs bénéficiaires les déposent en banque, toutes ces opérations se trouveront compensées sans qu'aucun billet ait été utilisé.

La banque a donc bel et bien créé dix millions de nouveaux francs sous forme de monnaie scripturale. Au fur et à mesure que l'entreprise amortit son découvert, c'est une somme correspondante de monnaie scripturale qui se trouve annulée ; et quand l'avance est remboursée, les dix millions ont disparu. Si la banque n'ouvre

pas quelque crédit de même importance, les dix millions retournent au néant dont ils étaient sortis, mais la banque n'en a pas moins réalisé un bénéfice substantiel dont le consommateur, comme de juste, a fait tous les frais.

Ainsi les banques créent une véritable monnaie en faveur des producteurs qu'elles estiment susceptibles de vendre leurs produits avec profit, car elles entendent être remboursées avec les intérêts d'usage. Ce qui, en régime capitaliste, est la logique même : on ne produit pas pour consommer, mais pour vendre, et vendre avec profit ; or, vendre avec profit exige que les marchés ne soient pas saturés de marchandises : dès qu'elles abondent, le profit s'arrête et la production s'arrête aussi, car les banques coupent les crédits.

Il serait injuste de méconnaître les services que cette *monnaie de banque* a rendus à l'économie pendant toute la période ascendante du capitalisme. Bien que son volume ait toujours été entouré d'un certain mystère, on sait qu'aux Etats-Unis il atteignit, en 1929, dix fois celui de la circulation fiduciaire. Ainsi s'explique le moratoire que Roosevelt dut signer dès son arrivée au pouvoir, quand les déposants réclamaient leur argent et que les banques liquidaient les garanties des emprunteurs pour se faire des disponibilités.

Si les crédits bancaires sont aujourd'hui si parcimonieusement consentis, c'est que la rentabilité des entreprises disparaît. Et comme on ne prête qu'aux riches...

Avec les banques nationalisées, l'Etat est maî-

tre de l'émission de la monnaie scripturale. Il serait inexcusable de ne pas utiliser ce précieux auxiliaire de l'économie nationale. Mais, au lieu de faire passer la monnaie scripturale par le canal de la production, il doit s'en servir pour augmenter directement le pouvoir d'achat du consommateur. A cet effet, il ouvrira chaque année à tous les Français un crédit bancaire égal au revenu social que l'accroissement de la production permet de distribuer. Ils s'en serviront pour acheter les marchandises offertes, *et l'on découvrira que les producteurs n'en demandaient pas davantage pour intensifier leur production.*

On décidera qu'une partie seulement du crédit pourra être retirée en espèces ; le reste n'étant disponible qu'en utilisant le chèque. On se plaint justement que les Français ne savent pas s'en servir : le revenu social fera bien vite leur éducation (1).

Pour les détails d'application, il faut faire confiance à l'expérience et à la compétence des inspecteurs des Finances. Le problème consistant à donner de l'argent aux contribuables paraît plus facile à résoudre que celui de leur en prendre un peu plus tous les jours. Précisons cependant que le revenu social ne doit donner lieu à la perception d'aucun impôt : il faut en finir avec la pratique de l'Etat reprenant d'une main ce qu'il donne de l'autre.

(1) Il est certain qu'on ne pourrait pas continuer indéfiniment cette politique en régime capitaliste, mais on la propose précisément pour en sortir élégamment.

IMPORTANCE DU REVENU SOCIAL

On sait qu'elle est fonction de l'accroissement de la production. De combien pourrait-elle être augmentée aujourd'hui si les producteurs étaient sûrs de tout vendre au-dessus du prix de revient ?

Un calcul pessimiste permet d'en fixer le chiffre à 400 milliards. En augmentant de cette somme le volume de la monnaie scripturale actuelle, on ne court aucun risque, et cela donne un revenu social de 10.000 francs à tous les Français, enfants compris.

On objectera sûrement que certains de nos compatriotes s'en serviraient pour faire ripaille. Après les privations de plusieurs années de pénurie, c'est assez vraisemblable ; mais la noce crapuleuse des profiteurs du marché noir est autrement scandaleuse.

En bref, le revenu social assure la reprise de la production en lui fournissant des débouchés intérieurs. A la fin de l'année, les pauvres gens auront dépensé leur revenu social dont le montant sera allé s'inscrire au crédit des producteurs. Ceux-ci s'en serviraient pour augmenter la production de l'année suivante. Et, comme tous les Français désireront voir grossir leur revenu social, ils retrouveront *ipso facto* le goût du travail qu'on les accuse d'avoir égaré.

Grâce à cette mesure, le passage à l'économie distributive s'effectuera en pleine expansion économique. On évite l'écueil d'une deuxième monnaie qui, mise en concurrence avec la monnaie ordinaire, provoquerait vite les pires désordres.

Enfin le *revenu social* permet d'amorcer la vé-

ritable monnaie de consommation. En effet, les sommes ayant pour origine le revenu social ne devront jamais porter intérêt, qu'elles soient entre les mains des consommateurs ou entre celles des producteurs. C'est donc une monnaie qui ne peut être capitalisée et dont on se sert uniquement pour produire et consommer (1).

(1) Le revenu social permet de s'évader du cercle infernal en évitant la course ridicule entre les salaires et les prix. On sait que la hausse des salaires est illusoire puisqu'elle entraîne la montée parallèle des prix en vertu d'une fameuse loi d'airain dont le régime capitaliste ne peut jamais s'affranchir. La classe ouvrière ne bénéficie donc jamais d'une hausse des salaires dont, par ailleurs, les conséquences sont atroces pour les consommateurs aux revenus fixes, car la hausse du prix de la vie aggrave leur misère.

Prétendre qu'on peut augmenter les salaires et bloquer les prix, c'est se payer de mots. En effet, le patron dont la feuille de paie augmente brusquement de 25 % n'évite le plus souvent la faillite qu'en se débarrassant d'une partie de son personnel. Ne sait-on pas qu'il est aujourd'hui fréquemment avantageux de dépenser 500.000 francs d'outillage plutôt que de conserver un ouvrier ? Ce sont donc les chômeurs qui paient, de leurs privations, l'augmentation de salaires de leurs anciens camarades quand le patron ne peut pas se la faire rembourser par les clients.

Au contraire, le revenu social résoud complètement le problème. Il n'entraîne aucune hausse du prix de la vie puisque les salaires ne varient pas ; mais le pouvoir d'achat de tous les consommateurs (classe ouvrière comprise) ayant augmenté, les producteurs peuvent écouler sans difficulté une production plus forte, et le niveau de vie s'élève pour tout le monde. Le cercle infernal est brisé.

RÉPONSES AUX QUESTIONS ET AUX OBJECTIONS

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE EST UNE UTOPIE

C'est l'objection première ou dernière de ceux qui n'en ont pas d'autre à formuler. L'utopie n'est souvent qu'une vérité non encore admise, car l'inertie intellectuelle rend les intelligences meublées imperméables aux conceptions nouvelles.

Rappelons avec Alfred Doërr (Vers l'Abondance 15-10-44) que Galilée dut demander pardon à genoux d'avoir prétendu que la terre tournait. Quand Harvey déclara que le sang circulait, et Denys qu'on pouvait le transfuser, on leur répondit par un grand éclat de rire. C'est en 1865. que Mendel découvrit les lois de l'hybridation et de l'hérédité, mais ce n'est qu'en 1900 qu'on voulut bien lui donner raison. L'idée de percer l'isthme de Suez provoqua l'indignation générale ; n'affirmait-on pas que la Méditerranée furieuse se précipiterait dans la mer Rouge ? Parmi les utopistes notoires, citons Bernard Pa-

lissy, Newton, Képler, Gramme, Gutenberg, Jacquard, Lebon, Morse, etc. Toute sa vie, Pasteur fut en lutte avec les savants de son temps.

L'Académie des Sciences condamna l'idée de l'animalité des coraux, de l'antiquité géologique de l'homme, de l'existence des aérolithes, de la volcanicité de l'Auvergne, de la possibilité de la vie dans les abîmes océaniques, du plus lourd que l'air, etc.

Lorsque le physicien Moncel présenta à l'Institut le premier phonographe d'Edison, le savant Bouillaud le traita de ventriloque. Chargé de faire un rapport, il conclut, deux mois plus tard, à une illusion d'acoustique. On lui éleva quand même une statue.

LES HOMMES SONT HOSTILES A LA COLLECTIVISATION

Et depuis quand ? Le domaine collectif n'a jamais cessé de s'agrandir sur toute la surface du globe. Autrefois, le pont était payant comme la route pavée ; aujourd'hui, ponts, routes, écoles, police, armée, pompiers, éclairages publics, bibliothèques, observatoires, laboratoires, etc. sont collectivisés. Pourquoi pas le pain, les vêtements, les maisons, les transports, etc. ?

Sont hostiles à la collectivisation ceux qui réalisent encore un profit, mais après avoir supprimé la concurrence capitaliste. L'eau, le gaz, l'électricité, les ordures ménagères sont en fait collectivisés, mais au bénéfice d'intérêts privés qui exercent ainsi un véritable monopole. Quand des producteurs exigent que l'Etat assainisse le marché de leurs produits trop abondants, puis qu'il

limite la production dans leur secteur, ne sont-ils pas mûrs pour la collectivisation ?

En faisant disparaître la rentabilité des entreprises, les progrès fulgurants des techniques ont rendu la collectivisation nécessaire. L'Etat, à son corps défendant, est obligé d'assumer des fonctions nouvelles ; est-ce sa faute si l'entreprise privée ne peut plus résorber les chômeurs ? Si elle n'obtient plus de crédits bancaires ? Si elle perd ses débouchés extérieurs ? Si elle ne peut plus supporter le déficit d'exploitation des lignes de chemin de fer, de navigation, d'aviation commerciale ? Si elle ne peut plus fournir de commandes aux chantiers navals, à l'aéronautique, à la fabrication du matériel ferroviaire, etc. ?

La production capitaliste s'arrête quand le profit disparaît. Qui assurerait la production indispensable à la vie de la nation si ce n'était la collectivité ?

LES HOMMES SERONT HOSTILES AU SERVICE SOCIAL

Pourquoi ? Un homme ne travaillerait donc qu'à condition d'en enrichir un autre ? Le service social, contre-partie de la part de chacun dans les richesses et les loisirs, est réclamé de tous les citoyens dans la proportion que l'équipement du pays rend encore nécessaire. Il sera tenu compte des moyens physiques et intellectuels, ainsi que des aptitudes de chacun. Sa durée sera fonction du secteur dans lequel il sera accompli.

Grâce à lui, tous les hommes travaillent, même

si les progrès techniques réduisent leur effort productif à bien peu de chose.

Le service social contribuera puissamment à la paix sociale. Supprimant le prolétariat, il supprime du même coup tous les conflits entre le capital et le travail qui, avec le développement incessant des trusts, se traduisaient par des grèves et des lock-out, dont les proportions gigantesques paralysaient toute la vie économique d'un pays.

Grâce à l'institution du service social, plus de marché du travail, plus de loi d'airain, plus de concurrence entre travailleurs et travailleuses, plus de morte-saison, plus d'enfants travaillant pendant que chôment leurs parents, etc.

En assurant la pérennité de la production, le service social assure la tranquillité de tous pour le présent, et une entière sécurité pour l'avenir.

L'éducation pouvant être poussée jusqu'à l'âge de 25 ans, on passera insensiblement de l'éducation au service social qui en sera le complément naturel, et même le couronnement. Du laboratoire d'études, l'élève sera promu au laboratoire de recherches et d'essais ; comme l'étudiant en médecine qui, aujourd'hui, fréquente les hôpitaux, passe insensiblement de la théorie à la pratique.

Le service social réalise la morale telle que Kant l'a définie : *agis comme si ta conduite devait servir de règle à tous les êtres raisonnables*. En apportant sa contribution au bien-être et à la sécurité matérielle de tous, chacun goûtera la joie la plus pure : celle d'être l'auteur de la prospérité d'autrui.

A LA BOUCHERIE, QUI AURA DROIT AUX BONS MORCEAUX PUISQU'IL N'Y EN AURA PAS POUR TOUT LE MONDE ? ET LES ARTICLES DE LUXE ?

L'économie distributive n'est pas la prise au tas, quoique le secteur gratuit grandisse sans cesse. Chacun touche un revenu qu'il dépense à sa guise. Ne cherchons-nous pas tous à faire ce qui nous plaît le mieux ? Tous les produits et services étant tarifés, il est évident que les articles encore peu abondants seront plus chers que les autres. Celui qui préfère le filet de bœuf à une place de théâtre, choisira le filet de bœuf et vice-versa.

Quant au luxe, où commence-t-il ? Tout objet qui paraît actuellement indispensable, a commencé par figurer dans la consommation somptuaire. Ainsi, le dé à coudre, qui protège le doigt contre les panaris, fut d'abord un article de luxe pour quelque belle châtelaine avant de devenir accessible à la masse des pauvres femmes vouées aux travaux à l'aiguille. Une montre, le gaz d'éclairage, l'électricité, une baignoire, une auto ont commencé par être des objets de luxe. Aujourd'hui, c'est au tour de l'avion.

Si, dans ses débuts, l'économie distributive donne lieu à des abus, les hommes, mieux éduqués, choisiront avec plus de discernement la source de leurs jouissances.

QUI ACCOMPLIRA LES BESOINS PENIBLES ET REBUTANTES ?

L'économie distributive les fait disparaître. Déjà l'excavatrice exécute le travail pénible du

terrassier ; les progrès de la mécanisation et l'usage du Duckbill préparent la disparition du travail dangereux du mineur. Si, comme il est probable, la carbonisation souterraine des houilles se généralise, on connaîtra la mine sans mineurs.

Restent les besognes rebutantes : le tout-à-l'égout et l'incinération des déchets en supprimant quelques-unes. Celles qui survivent puisent, dans un réservoir inépuisable, les malheureux qui acceptent n'importe quelle corvée pour vivre. Il est plus avantageux de les embaucher que d'engager la dépense qui supprimerait cette forme moderne de l'esclavage.

Certaines analyses médicales sont évidemment assez spéciales, mais les médecins, infirmières, laborantines qui les accomplissent aujourd'hui ne s'estiment pas déshonorés. On ne méprise pas les citoyens dont le travail, quel qu'il soit, contribue au bien général.

En tout cas, s'il subsistait quelque temps encore des tâches vraiment répugnantes, on trouverait, parmi les spiritualistes, assez d'âmes d'élite pour s'en charger.

QUE FERA-T-ON DE CEUX QUI NE VEULENT PAS TRAVAILLER ?

La question perd de son intérêt maintenant que le labeur humain devient de moins en moins nécessaire. Elle est souvent posée par des gens qui, avant guerre, se plaignaient de surproduction. Or, si l'on avait trop produit, n'est-ce pas qu'on avait trop travaillé ?

A la vérité, qui refuserait de travailler un petit nombre d'années pour être débarrassé de tout souci matériel jusqu'à la fin de ses jours, serait un malade de la volonté et mériterait des soins. Si son refus est basé sur l'insignifiance de ses besoins, on fera subir à son revenu social la réduction correspondante.

Qui ne travaille pas ne mange pas ! L'auteur de cette trouvaille n'avait jamais observé que les tout jeunes enfants ne travaillent pas et mangent de grand appétit. C'est même très rassurant pour l'avenir de l'humanité.

QUE FERA-T-ON DES CRIMINELS ?

Leur nombre deviendra infime. Une société dont la misère est exclue verra diminuer le nombre des aliénés et des criminels. Les souffrances, les privations, les rancœurs, les exaspérations de l'homme que le malheur écrase injustement — y compris l'alcoolisme qui en est souvent la résultante — déterminent des troubles cérébraux dont on peut attendre la disparition.

- Quelques actes criminels ont pour origine plus ou moins directe la paresse (maladie de la volonté) et l'amour des plaisirs. Ils disparaissent dans une société sans classe, car c'est le spectacle de l'oisiveté dorée et du luxe insolent qui corrompt les hommes faibles.

Marx a raison quand il soutient que la morale est fonction de l'économique. Que de turpitudes, de vols et de crimes cesseront de se produire quand l'égalité économique sera réalisée !

Enfin les progrès de la biologie nous révèlent que les criminels sont fort loin d'être toujours responsables. Geoles et bagnes seront remplacés par des maisons de santé.

**LE PAYSAN EST HOSTILE A L'ECONOMIE
DISTRIBUTIVE, CAR IL VEUT RESTER MAITRE
CHEZ LUI**

L'objet de l'agriculture est-il de fournir des profits aux paysans ou de nourrir tous les Français ?

Les propriétaires terriens représentent chez nous un dixième à peine de la population ; s'ils songeaient à ne cultiver la terre que pour eux, nous passerions brutalement du XX^e au V^e siècle.

Quand on survole la France, la campagne apparaît comme une tapisserie que des artisans consciencieux ont minutieusement rapiécée avec des laines multicolores ; ou encore comme une mosaïque faite de milliers de morceaux que séparent des haies, des murs, des bornes et des sentiers. Cette division résulte des convoitises des ruraux et des partages auxquels leurs successions ont donné lieu. Ce spectacle explique que, si ces pauvres gens peinent dur pour un maigre résultat — sauf en période de disette — c'est parce qu'ils perdent une grande partie de leur temps à des mouvements improductifs, soit pour se rendre à des parcelles éloignées et en revenir, soit à faire faire demi-tour à leurs attelages.

Comment pourraient-ils concurrencer les agri-

culteurs modernes labourant d'immenses étendues avec des charrues multisocs remorquées par de puissants tracteurs, et disposant encore du matériel qui, demain, procèdera à la moisson et au battage ? Une grande entreprise agricole se sert non seulement de la mécanique, mais encore de la physique et de la chimie. L'agriculture est devenue une industrie de transformation ; elle fait la synthèse des éléments du sol et de l'air sous l'influence des rayons solaires. Si l'on s'extasie justement sur les résultats obtenus, il faut souligner qu'ils ont exigé un effort humain très inférieur à celui du paysan.

C'est le capitalisme qui a permis de morceler indéfiniment la terre jusqu'au moment où le prix de revient rend la vente impossible. A ce moment, le paysan envahit sa sous-préfecture pour obliger l'Etat de lui acheter son blé au double ou au triple du prix mondial ; ou bien, las de vivre toujours plus misérablement, il vend son lopin, puisque ses moyens ne lui permettent d'acquiescer ni engrais, ni matériel de motoculture. Au reste, à quoi lui servirait un tracteur ?

Le *croquant* est un anachronisme que le progrès fait disparaître comme la chaise à porteur dont il est le contemporain.

Qu'on médite ces deux chiffres. La France compte 8.345.520 agriculteurs, nourrissant péniblement 39 millions de Français. Aux Etats-Unis, les agriculteurs sont moins nombreux (8.100.000), mais trouvent le moyen de nourrir 139 millions d'Américains et exportent encore beaucoup de produits alimentaires.

*Scandale
Provoque
190*

QUEL SERA LE ROLE DES FEMMES ?

L'économie distributive émancipe la femme en assurant sa complète indépendance : elle recevra un revenu social égal à celui de l'homme et de n'importe quelle femme. Voilà qui supprime la prostitution mieux que toutes les lois et règlements capitalistes.

Accomplira-t-elle un service social ? Oui, si elle le désire, car l'enseignement, les services de santé, l'éducation des jeunes enfants réclament ses soins. Mais quand il n'y a déjà plus de travail pour occuper tous les hommes à la fois, il devient inutile et impossible d'en fournir encore à tout le sexe faible. Libérée de l'obligation de travailler pour vivre, la femme grandira aux yeux de l'homme qui ne verra plus en elle une concurrente qu'on envoie repriser ses chaussettes. En principe, la femme élèvera ses enfants ; c'est le rôle le plus productif dans la nation.

Ses fonctions de maîtresse de maison seront singulièrement simplifiées puisque son revenu social lui permettra de disposer de tous les progrès que la science apporte déjà dans les arts ménagers : frigidaire, cuisine électrique, machine à laver, aspirateur de poussière, etc.

L'EXISTENCE VA DEVENIR BIEN MONOTONE

Autrement dit, l'homme, libéré de tout souci matériel et pouvant enfin se consacrer à l'occupation de son choix, trouvera l'existence plus monotone que lorsqu'il passe les plus belles an-

nées de sa vie à l'atelier ou à l'usine, ou derrière un guichet ou un comptoir sans jamais posséder de quoi se reposer ? Meubler son esprit jusqu'à 25 ans, puis, après un court service social, s'adonner aux beaux-arts, étudier, voyager, lire, faire du sport, se promener, serait moins attrayant que dix heures à la chaîne chez Renault ?

Il faut beaucoup de complaisance pour estimer que l'idéal humain est de travailler pour gagner de l'argent afin de pouvoir manger et récupérer des forces, ce qui permet de retravailler pour regagner de l'argent et ainsi de suite...

Il est vrai qu'on peut mener la vie trépidante du grand homme d'affaires, travaillant 16 heures par jour pour avoir l'esprit obsédé de préoccupations qui lui enlèveront le sommeil. Elle explique assez bien les cures de repos que le malheureux est obligé de faire dans une maison de santé.

LA PLUPART DES HOMMES NE SAURONT EMPLOYER LEURS LOISIRS

- Etes-vous inquiet de l'emploi que vous ferez des vôtres ?

Quand ils échoient à un homme bien portant, bien nourri, bien vêtu, bien logé, bien instruit, ils n'ont pas une influence trop déprimante sur sa santé.

Pour Socrate, les loisirs étaient le bien le plus précieux. Ne pas confondre loisirs et oisiveté. L'oisiveté, c'est faire un travail inutile ou

ne rien faire du tout ; les loisirs consistent à faire le travail qui plaît. L'oisif perd son temps, tandis que celui qui a des loisirs fait ce qui lui est agréable, même si c'est un travail pénible.

Pendant des millénaires, l'homme a cherché à alléger sa peine pour conquérir des loisirs. Quand il y parvient, le régime capitaliste l'oblige à chercher des *occasions de travail* pour ne pas mourir de faim !

C'est que les loisirs ont fait leur apparition sous la forme basse du chômage, qui, de tous les loisirs, est le plus démoralisant puisqu'il condamne à l'oisiveté.

Contrairement à l'opinion courante, les loisirs loin d'aggraver l'alcoolisme le feront disparaître : en effet, les sports occuperont une large partie des loisirs ; or, si un employé de bureau peut s'alcooliser sans trop d'inconvénient, l'alcool est fatal au sportif en lui faisant perdre sa forme, son entraînement, la vue, etc.

La civilisation est fille des loisirs. Si les sages de la Grèce antique ont pu cogiter et atteindre un haut degré de culture, c'est que, libérés de tout souci matériel par le travail de milliers d'esclaves, ils jouissaient continuellement de loisirs. En économie distributive, les machines, travaillant sous le contrôle du service social, assureront à tous de bienfaisants loisirs.

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE POUSSERA LES HUMAINS A SE REPRODUIRE SANS MESURE

Ce qui nous changera agréablement des lamentations sur la dénatalité. Plus de prix Cognacq,

plus d'encouragements aux familles nombreuses, plus d'invitations à faire quelques millions de beaux bébés français pour la guerre future.

C'est le capitalisme qui pousse à la surproduction d'enfants pour deux raisons : la première, c'est qu'il ne peut exister sans la misère et que la misère est prolifique : en Angleterre, ce sont les *basses classes* qui comptent le plus de familles nombreuses, car le plaisir de procréer est le seul qui leur soit offert. Elles savent d'ailleurs que les enfants à venir ne seront jamais plus misérables que leurs parents. La deuxième raison est que le capitalisme a besoin d'une armée de réserve industrielle afin de maintenir les salaires au niveau le plus bas.

QUE DEVIENT L'ÉPARGNE ?

Elle n'est plus nécessaire. Inutile de mettre de côté quand on jouit toute sa vie d'un revenu confortable, et que l'avenir de ceux qu'on laisse est assuré. Le service social, assurant la pérennité de la production, fournit une sécurité que les hommes n'ont jamais connue.

● L'épargne fait partie des temps de la *rareté* ; elle n'est que le moyen de pourvoir aux besoins futurs.

Démontons son mécanisme : épargner c'est mettre de l'argent de côté. Mais un billet de banque n'apaise ni la faim ni la soif. On vit de pain, de viande, de lait, de légumes qu'on ne peut pas mettre de côté puisqu'ils se conservent mal. Par le truchement de la monnaie, l'épargnant échange simplement des biens de la production présente

contre des biens d'une production future. Or, la chose n'est possible qu'à condition de trouver quelqu'un ayant besoin de consommer *tout de suite*, les biens qu'on peut épargner.

Il s'ensuit que si tout le monde était riche, l'épargne serait impossible, car personne n'aurait besoin de consommer tout de suite le superflu d'un autre.

On objectera que les pauvres trouvent moyen d'épargner quand même. C'est en se privant du nécessaire, et ils en sont assez mal récompensés.

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE PEUT-ELLE FONCTIONNER EN PERIODE DE DISETTE ?

Sans aucun doute. On sait que le régime capitaliste ne peut pas s'accommoder de l'abondance puisqu'elle tue le profit. La preuve vient d'être faite qu'il ne s'accommoder pas de la disette non plus, car le marché noir surgit instantanément en faveur des gens riches.

En économie distributive, le marché noir est impossible, les revenus étant réduits proportionnellement aux biens disponibles.

QUE DEVIENT LE COMMERCE INTERNATIONAL ?

Il consiste à exporter des marchandises et à en importer. Ces opérations ne sont faites qu'en fonction du *profit* qu'exportateurs et importateurs y trouvent. Les exportateurs français vendent nos produits à l'étranger s'ils trouvent plus de profit qu'à les vendre en France.

Certains économistes classiques affirment sérieusement qu'un pays doit exporter plus qu'il importe, afin d'avoir une *balance commerciale favorable*. Si donc on réussissait à exporter toutes les richesses de la France et qu'elle n'importât rien, notre situation ne serait jamais plus florissante, même si tous les Français meurent d'inanition.

Comme il y avait profit à vendre de l'outillage aux peuples qui n'en possédaient pas, toute la planète sera bientôt complètement équipée. L'équilibre fondé sur les échanges complémentaires d'une Europe industrielle et d'un monde extra-européen fournisseur de matières premières est définitivement rompu. Le commerce international est en voie de complète disparition comme le prouvent les statistiques de feu la Société des Nations.

En économie distributive, les nations échangeront elles-mêmes l'excédent de leur production sans tenir compte de l'ex-valeur marchande des produits. Les plus avantagées par la nature feront ainsi des cadeaux aux nations pauvres ; c'est déjà le cas aujourd'hui.

En effet, quand un pays capitaliste compte un nombre élevé de chômeurs, il refuse d'importer des produits manufacturés. Si, de plus, il est amplement pourvu de matières premières (c'est le cas des Etats-Unis), il n'achète plus rien du tout. Au contraire, le désir impérieux de ses exportateurs est de vendre le plus possible au dehors, puisque le marché intérieur est saturé. Or, les paiements de pays à pays s'effectuant sous forme de marchandises (le solde seul se paie en or), un pays capitaliste, pas plus qu'un individu, ne peut

vendre indéfiniment sans jamais rien acheter, car cela revient pratiquement à donner. Pour écouler leurs marchandises pléthoriques, les Etats-Unis ouvrent des crédits qui, depuis 30 ans, ne sont jamais remboursés. Et comment le seraient-ils, puisque les Etats-Unis possèdent presque tout l'or du monde et ne veulent plus de marchandises ?

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE PEUT-ELLE S'INSTAURER DANS UN SEUL PAYS ?

Elle s'impose dans tous les pays capitalistes supérieurement équipés. La guerre a eu pour conséquence de généraliser l'emploi de l'outillage ultra-moderne sur presque toute la planète. Les pays neufs ou arriérés n'existeront bientôt plus, car ils passent brusquement de l'économie du moyen âge à celle du xx^e siècle. Ici l'avion remplace l'éléphant, ailleurs l'usine de produits synthétiques surgit en pleine jungle.

La marche foudroyante et toujours plus accélérée des découvertes scientifiques, et de leurs applications techniques dans le domaine de la production, rend les tarifs douaniers illusoire, et fait perdre aux frontières politiques l'intérêt qu'elles présentaient autrefois. Le besoin d'un Etat mondial semble se faire sentir, car les nations, comprenant enfin que la guerre n'est que l'aboutissement logique des conflits économiques, finissent par se sentir de plus en plus solidaires.

Après l'échec de la fausse Société des Nations de Genève, les conférences internationales de

Dumbarton Oaks et de San-Francisco ont jeté les jalons d'une organisation mondiale. L'assemblée des Nations Unies a pris l'allure d'un Parlement international. On ébauche un Conseil de Sécurité, une Cour internationale de Justice. La Chine réclame l'organisme mondial de la Santé Publique ; la France celui de l'Instruction et de l'Education. On cherche à réglementer internationalement l'aviation civile ; à faciliter l'accès de tous aux matières premières, etc.

Une seule unité politique et économique supprimerait non seulement l'anarchie résultant des différentes souverainetés nationales, mais aussi tous les conflits armés. Enfin, un plan mondial de production permettrait d'utiliser au maximum les ressources matérielles de la planète, et d'organiser une division rationnelle du travail. Que de rouages inutiles seraient supprimés ! Malheureusement on n'en est pas encore là, mais il faudra bien y venir.

Avec les moyens de communication actuels, l'Etat mondial ne serait peut-être pas beaucoup plus difficile à réaliser que ne l'a été, pour Charlemagne, l'empire immense qui porta son nom.

**L'INEGALITE ETANT UNE CHOSE NATURELLE,
L'INEGALITE SOCIALE EST UNE LOI DE LA
NATURE**

Les inégalités naturelles ne peuvent pas disparaître. Jamais les hommes n'auront même taille, même poids, même intelligence, même santé, mêmes qualités et même vices. Mais pourquoi l'iné-

galité sociale serait-elle naturelle ? Tous les enfants sont nus en venant au monde et tous les hommes sont égaux en le quittant : ils n'apportent et n'emportent rien avec eux.

L'inégalité sociale résulte de la distribution que le capitalisme fait des revenus, en permettant aux hommes de s'enrichir du travail d'autres hommes. Il crée ainsi des classes sociales ne se distinguant guère aujourd'hui que par l'importance du revenu. Or, cette inégalité des conditions est à l'origine de tous les désordres sociaux. Qu'il y ait toujours des riches et des pauvres en régime capitaliste, c'est l'évidence même puisqu'il exige que les produits soient rares et que les hommes se les disputent. Aussi est-il vain d'ordonner d'aimer son prochain comme soi-même dans un monde où les uns regorgent de tout tandis que les autres, dont l'estomac est aussi importun et la faim aussi renaissante, n'ont rien à se mettre sous la dent.

Car l'inégalité économique engendre l'extrême pauvreté qui est une véritable calamité publique. Meurville, évêque de Chartres, disait à Louis XIV dans un moment où la misère du royaume était grande : *« Sire, vous vivez dans l'abondance et vous ne connaissez pas la famine. Mais la famine amène la peste et la peste est pour tout le monde. »*

En effet, l'extrême pauvreté d'une partie de la population constitue un danger pour toute la société : il faut des hôpitaux et des asiles exigeant un personnel considérable pour assister des gens qui, vivant sans hygiène, sont la proie des épidémies. Et la voix de la conscience et de l'honneur étant bien faible lorsque les boyaux

crient, il faut encore une police nombreuse et coûteuse, des tribunaux répressifs, des maisons de correction, des geôles et des bagnes pour faire respecter les richesses concentrées en peu de mains. Certes, il est odieux de traiter les pauvres de paresseux en oubliant que de profonds penseurs, d'illustres savants et de grands artistes sont morts dans le dénuement, mais pourquoi ignorer, de plus, que la misère, aujourd'hui, guette indistinctement patrons, techniciens et ouvriers, quand la science rend leur activité superflue ?

L'inégalité économique crée aussi des gens très riches dont la bonne renommée ne tient souvent qu'à leur ceinture dorée. Ces malheureux oisifs sentent confusément qu'ils sont les frelons que Saint-Simon dénonçait déjà. Or, tôt ou tard on se débarrasse des frelons dans une maison bien tenue. Si donc les riches méprisent quelquefois les pauvres, ils les craignent bien davantage. Esclaves de leur fortune, ils ne connaissent du bonheur que la partie qui s'émousse le plus vite. Envier ceux qui ont vingt domestiques à leur service, c'est ne pas savoir qu'ils ne sont pas servis du tout.

Certaines gens prétendent qu'en possession d'une immense fortune, ils sauraient l'employer d'une façon intelligente en faisant beaucoup de bien : à quoi leur servirait alors d'être si riches, s'ils vivent comme s'ils ne l'étaient pas ?

Les classes sociales entretiennent les sentiments de haine et de jalousie par les injustices qu'elles font naître. Est-il humain qu'un enfant pauvre ferme ses livres à douze ans ? qu'un indigent tuberculeux ne puisse être soigné dans un sana ? qu'un homme sans ressources ne puisse

se faire rendre justice si son adversaire est riche ? L'argent dirige la production : qui n'a pas besoin de cinq autos les commande parce qu'il a de l'argent, mais qui a besoin de manger serre sa ceinture parce que sa bourse est plate. On travaille souvent pour le plaisir des gens riches, au lieu de travailler pour nourrir, vêtir, loger et chauffer les malheureux.

Comment justifie-t-on l'inégalité des revenus ?

En prétendant souvent que la perspective d'un revenu plus élevé stimule le travailleur. Sans l'appât d'un gain, il ne ferait jamais de zèle. Mais pourquoi un homme travaillerait-il plus qu'un autre maintenant que le labeur devient de moins en moins nécessaire ? Ce souci date de l'âge de la rareté. Oui, le travailleur isolé — l'artisan par exemple — pouvait bûcher plus qu'un autre et trouver dans une augmentation de son revenu la récompense de son ardeur. Mais quand le travail se fait en commun — comme dans les usines modernes et les grandes exploitations agricoles — chacun fait sa part du *boulot* sans qu'il soit possible d'en faire ni plus ni moins que les copains. Le travailleur à la chaîne peut-il faire plus que ses camarades ? le chauffeur de la salle des machines peut-il faire du zèle en poussant ses feux quand sonne la fermeture ? le mécanicien d'un rapide peut-il aller plus vite que ne le prescrit sa feuille de marche ? dans une filature, l'ouvrière, dont le rôle consiste à surveiller des métiers mécaniques, nouera-t-elle plus de fils que ceux qui se rompent ? Dans la production moderne, rien ne se fait sans la coopération de tous : on ne commence ni on ne finit à l'heure qui vous plaît. La part de chacun dans

un produit est souvent infinitésimale donc inappréciable. En économie distributive, la récompense du travailleur : *ce sont les loisirs*.

Si l'on estime vicieuse la répartition actuelle des revenus, que propose-t-on de lui substituer qui ne soit pas l'égalité ?

Le mérite ? Cette formule a l'audience des gens riches en grandissant tout de suite leur propre mérite à leurs yeux. Malheureusement, le mérite ne se mesure ni ne s'évalue. Et le chômeur peut avoir tous les mérites imaginables sans qu'il lui soit possible de les faire valoir.

Une rémunération variant avec la nature du travail ? Plus il serait pénible, plus il devrait être rémunéré ? Dans ce cas, le débardeur serait payé beaucoup plus que l'orfèvre, le miniaturiste ou le professeur d'économie politique. On voudrait encore justifier le revenu plus élevé de certains travailleurs par les frais d'apprentissage ou les longues études nécessaires avant d'exercer la profession : mais est-ce que ce ne sont pas les parents qui ont supporté cette dépense ?

D'autres réformateurs maintiennent l'inégalité des revenus mais en égalisant les chances au départ, comme sur un hippodrome. Cependant, on peut mettre un pinceau entre les mains de tous les enfants, sans obtenir d'eux qu'ils s'en servent comme Raphaël. Si l'un est mieux doué que ses camarades, pourquoi l'en récompenser ? Un homme n'a pas plus de mérite à être plus intelligent que son voisin, qu'une femme à être plus jolie que sa voisine. Tous deux bénéficient déjà d'un avantage naturel, et rien ne justifie de plus un avantage pécuniaire.

Toute répartition inégale sera fatalement re-

mise en cause à l'occasion de tout nouveau perfectionnement technique, car il apporte un changement dans la division du travail : comment prévoir la part à revenir à l'inventeur, à l'ingénieur, au chimiste, au dessinateur, au directeur, au contremaître, à l'ouvrier ? Celui qui découvrira un mode équitable de distribution autre que l'égalité pure et simple, fera une découverte plus sensationnelle encore que la libération de l'énergie atomique. L'inégalité économique est une différence inhumaine à laquelle il est impossible de réfléchir sans s'attrister.

Et pourtant bien des gens en restent partisans pour un motif inavouable : à savoir qu'ils ne jouissent pleinement des joies de l'existence, que si les autres en sont privés. Qui pense ainsi n'a pas de cœur, et tous les raisonnements ne lui en donneront pas.

Egalité et abondance vont de pair. Dans l'âge d'or des poètes, elles étaient déjà réunies.

En économie distributive, travail, loisirs et richesses sont également répartis.

Comme il ne serait pas sage de produire pour tous les mêmes choses (tout le monde n'ayant pas les mêmes goûts), il ne s'agit pas de distribuer produits et services, mais, à âge égal, des revenus égaux que chacun dépensera à sa guise. L'égalité économique aurait déjà dû exister en période de disette, si ceux dont la part est plus grande ne trouvaient pas *juste* qu'il en soit ainsi. Pourquoi donner plus que leurs besoins aux uns et moins que leurs besoins aux autres ? En triplant, quintuplant, centuplant les revenus de certains, on ne les fera pas manger et boire davan-

tage, et le roi sur son trône ne trouve pas le vin meilleur que son peuple.

Serait-ce pour leur conférer de l'autorité ? Dans l'armée, un général touche beaucoup plus de rations qu'un homme de troupe quoiqu'il ait souvent moins bon appétit ; mais ses rations ne lui confèrent pas son autorité. La hiérarchie sociale n'est heureusement pas liée à l'échelle des revenus, sans quoi le trafiquant du marché noir jouirait de beaucoup plus d'autorité que le gouverneur militaire de Paris.

Pour tarir la source de la jalousie, comment trouver mieux que l'égalité des revenus ? Supprimant la soif des richesses, elle met fin à la plupart des rivalités, car c'est la recherche de la fortune qui les provoque neuf fois sur dix. Quand on n'a rien à disputer aux autres, on n'est en hostilité avec personne.

L'inégalité économique est une conception barbare des siècles de pré-civilisation. Nos ancêtres l'ont senti en inscrivant *Liberté*, *Egalité* et *Fraternité* sur les édifices publics. Mais ces trois mots forment une tautologie ; car si tous les hommes sont égaux, ils sont forcément libres, et fraternels par surcroît.

ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET DEMOCRATIE SONT INCONCILIABLES

Qu'est-ce que la démocratie ? — C'est la forme de gouvernement où le peuple exerce la souveraineté. Mais le peuple n'étant jamais tout entier du même avis, c'est simplement le gouvernement de la majorité. Il peut donc arriver

que sur 1.000 électeurs, 501 fassent la loi, et 499 la subissent bien qu'ils ne l'aient pas faite.

Comme on ne pèse pas les suffrages mais qu'on les compte, on peut se demander si actuellement — l'ignorance étant la sauvegarde du capitalisme — le nombre des hommes instruits est plus élevé que celui des ignorants, s'il y a plus de sages que de sots.

Mais la démocratie, c'est quelque chose de plus : c'est un régime dans lequel la minorité doit pouvoir s'exprimer politiquement aussi librement que la majorité. — Pourquoi ? — Parce qu'elle doit pouvoir devenir la majorité si les électeurs le décident. Or, comment le corps électoral pourrait-il faire son choix entre les thèses en présence, si la minorité ne dispose pas, comme la majorité, de la presse, de la radio, du cinéma, etc. ?

C'est pourquoi les pays totalitaires sont aux antipodes de la démocratie ; ne connaissant que le parti unique, ils suppriment l'opposition. Mais si l'on craint la dictature parce que les dictateurs peuvent devenir des tyrans, on voit que la démocratie, elle aussi, peut faire éclore un grand nombre de tyrans.

A la vérité, une démocratie capitaliste est un carré rond. Le capitalisme, en effet, implique une classe dominante qui est celle qui détient les moyens de production. Ils sont les instruments de la puissance : qui les possède dirige la société, car ce sont eux qui la font vivre. Or, la classe dominante ne tolère la démocratie qu'à condition qu'elle respecte ses privilèges. Attaquer la structure capitaliste, ce n'est plus faire de l'opposition mais de la subversion. Tant qu'il

y aura des millionnaires et des miséreux, la démocratie ne sera qu'une enseigne, puisque les premiers oppriment les seconds.

Au contraire, l'économie distributive est un régime démocratique : d'une part parce qu'il n'y a plus de classe dominante ; d'autre part parce que tout le monde a les moyens de s'instruire et part égale dans les richesses produites.

Mais l'économie distributive exige une discipline sociale qui n'a rien de commun avec le laisser-aller démocratique. La préparation du plan de production, et son exécution, ne sont pas du ressort de la réunion publique. Elles posent des problèmes que seuls les techniciens peuvent résoudre, et le choix de ces derniers ne dépend pas plus des électeurs que le choix du général ne dépend aujourd'hui de ses soldats. Le gouvernement des Soviets eût-il réalisé son œuvre grandiose, s'il avait dû faire état d'un vote hostile ?

Quand on étudie le fonctionnement des rouages d'une grande organisation économique — une compagnie de chemins de fer par exemple — on découvre que le personnel, du haut en bas de la hiérarchie, exerce une fonction qu'il ne tient jamais du suffrage universel. Chaque affectation émane du rouage supérieur responsable de la bonne marche du service, et c'est le chef qui possède les éléments nécessaires pour faire un choix parmi les candidats. S'il se trompe, l'erreur est réparée dès que l'appelé a fait la preuve de son inaptitude.

Cette manière de procéder est peut-être antidémocratique, mais elle a donné d'assez bons résultats.

QUI COMMANDERA ?

Il n'y a pas de raisons pour que l'économie distributive ne soit pas sous le contrôle de la nation. Certes, le Parlement est une institution capitaliste : il réunit les représentants que les classes sociales réussissent à faire élire, et, de leurs discussions et concessions continuelles, finit par se dégager la loi, comme les marchandages sur un marché font éclore les prix. Le Parlement peut cependant survivre au capitalisme, mais avec de nouvelles attributions économiques et sociales, qui remplaceront avantageusement celles — en principe illimitées — qu'il est en train de perdre un peu partout (1).

En économie distributive, le Parlement, émanation de la nation tout entière, contrôle le gouvernement de son choix dans l'exercice de ses fonctions administratives et économiques. Au reste, un pouvoir central, issu d'une société sans classes, ne se préoccupe guère que du progrès de l'ensemble de la nation, obtenu au moyen du développement maximum de chacun.

Le gouvernement nomme donc à tous les emplois dans l'ordre économique, comme aujourd'hui dans l'ordre administratif, judiciaire et militaire.

(1) Ne parlons pas puisqu'ils ont disparu, des parlements allemand, italien et japonais. On remarquera que l'initiative parlementaire en matière de loi n'existe pratiquement plus dans aucun parlement démocratique. La Chambre des Députés et le Congrès américain n'ont même pas été consultés sur l'opportunité de faire ou non la guerre, ce qui était l'une de leurs prérogatives essentielles. Mais déclare-t-on encore la guerre et signe-t-on encore la paix ?

L'Etat s'intégrera ainsi les techniciens les plus aptes, qui, sous sa responsabilité, assumeront la préparation et l'exécution du plan de production.

Il ne faut jamais perdre de vue ce que Marx a mis en lumière : à savoir que l'organisation sociale dépend surtout de la manière dont les hommes se divisent le travail. Du fait de l'intrusion brutale de millions de chevaux-vapeur, notre division du travail a subi, depuis 60 ans, une transformation prodigieuse qu'il était impossible de prévoir. Elle est maintenant poussée si loin, qu'un produit n'est prêt pour la consommation qu'après que des centaines (pour ne pas dire des milliers) de tâches différentes ont été accomplies, combinées et *coordonnées*, non seulement dans les usines et les exploitations agricoles, mais encore dans les mines, les transports ferroviaires et maritimes, etc. Organiser, surveiller et distribuer la production moderne exigent des chefs dont la formation scientifique est plus complète qu'autrefois. Non seulement il convient de faire appel à des ingénieurs, à des biologistes, à des chimistes, à des physiciens, etc. mais encore à des techniciens instruits dans les sciences les plus diverses et possédant de plus le sens de l'organisation. Rationaliser la production à l'échelle de la nation est un problème complexe réclamant souvent du génie. Le génie ne pourrait-il s'épanouir qu'en économie capitaliste ? Pourtant des économies non capitalistes, comme dans l'antiquité et le moyen âge, ont compté des cerveaux puissants. Celle de l'U.R.S.S. ne paraît pas davantage nuire à leur développement.

**L'ETAT EST INCAPABLE DE S'OCCUPER
DE LA PRODUCTION**

L'Etat capitaliste sans aucun doute, puisque la production, par définition, est du domaine de l'initiative privée qui ne demande l'intervention de l'Etat que lorsqu'elle subit des pertes. Mais l'Etat, en économie distributive, est au contraire investi de toutes les fonctions économiques.

Quel sera son rôle principal ? — Celui de rationaliser la production pour permettre l'exécution d'un plan réalisant l'équilibre entre les ressources et les besoins réels.

Alors que les dirigeants de l'U.R.S.S. ont résolu la planification de leur économie dans des conditions beaucoup plus difficiles — ils opéreraient en pleine rareté, avec un équipement rudimentaire et sous l'œil malveillant du reste du monde — on ne s'explique la carence des politiciens français que par leur incapacité de voir au delà du capitalisme.

Si l'Etat ne possède pour l'instant ni les techniciens, ni les planistes, ni les administrateurs dont il a besoin pour préparer et exécuter un plan de production, qui l'empêche de les trouver ? Pourquoi ne s'adresserait-il pas aux compétences indiscutables existant dans les entreprises privées ? En les débarrassant de la hantise du prix de revient et du profit, pourquoi ne réussiraient-elles pas à faire, à l'échelle de la nation, ce qu'elles ont déjà accompli dans leur secteur ? Suppose-t-on que l'U.R.S.S., dans ses débuts, n'a jamais fait appel aux techniciens des pays capitalistes ?

Enfin l'instruction complète donnée à tous les

enfants, fera éclore des vocations et des génies qui sont perdus aujourd'hui puisqu'on ne les soupçonne même pas.

IL N'Y AURA PLUS DE LIBERTE

La liberté la plus essentielle est la liberté d'esprit : n'en jouissent que les gens libérés des soucis matériels.

C'est une hypocrisie de dire que la liberté existe en régime capitaliste, car les pauvres se contentent de la voir inscrite sur les murs. Certes, un prolétaire est libre de vendre ou de ne pas vendre son travail mais, s'il refuse, il meurt de faim. Sous bien des rapports, il existe peu de différence entre le salarié, le prisonnier de guerre, le serf, l'esclave, le coolie, etc. sauf que le salarié débarrasse son employeur du souci de pourvoir à son entretien.

Le droit de dire et d'imprimer ce que nous pensons est celui de tout homme *libre*, car c'est par là qu'on s'éclaire mutuellement ; on ne peut donc l'en priver sans exercer la plus odieuse tyrannie. Existe-t-il en régime capitaliste ?

Oui, à condition d'obtenir l'autorisation de M. le ministre de l'Information (an de grâce 1946), puis de trouver de riches bailleurs de fonds ; mais alors *vos commanditaires* vous dictent ce qu'il faut écrire.

En économie distributive, la liberté consiste à faire ce qu'on veut quand on fait ce qu'on doit. Elle n'est donc limitée que par la liberté des autres. Une seule liberté disparaît : celle d'exploiter son prochain.

**POURQUOI LES PARTIS POLITIQUES
NE RECLAMENT-ILS PAS L'ECONOMIE
DISTRIBUTIVE ?**

Les partis politiques soutiennent les revendications et défendent les intérêts particuliers de leurs adhérents au sein du capitalisme. Tous leurs élus ont voté, avant guerre, l'assainissement des marchés (destructions de produits) et les limitations de la production. Après guerre, tous ont ratifié les accords de Bretton Woods tendant au maintien de l'étalon-or, donc du capitalisme.

Aucun parti politique ne tient encore compte dans son programme de la révolution mécanique.

Ceux qui se réclament de Marx en restent à ce que ce grand économiste montrait il y a 60 ans, au lieu de s'éclairer de sa lumière pour voir ce qu'il montrerait aujourd'hui : leur programme est donc dépassé. Quant à l'origine de celui des partis anti-marxistes, elle se perd dans la nuit des temps.

L'économie distributive ne pourrait être inscrite qu'au programme du parti des consommateurs. Mais il n'existe pas encore.

**POURQUOI LES ECONOMISTES CLASSIQUES SONT-
ILS HOSTILES A L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ?**

L'économie classique est fondée sur les échanges que les humains effectuent entre eux. Or, ils n'échangent que les choses auxquelles ils attachent de la valeur, c'est-à-dire qu'ils les

recherchent parce qu'elles sont à la fois utiles et *rare*s. En effet, si elles étaient abondantes, il ne serait pas nécessaire de les échanger, car chacun en posséderait comme l'air qu'il respire.

Toutes les savantes analyses des économistes classiques sont donc liées à la notion de rareté, et la rareté à la valeur, et la valeur à l'échange. Il n'y a calcul économique, à leurs yeux, que lorsqu'une option est en quelque sorte rendue nécessaire par la pénurie des moyens que la nature et le travail humain mettent à notre disposition en vue de la satisfaction de nos besoins.

C'est pour vaincre la rareté que la science économique classique se préoccupe d'aménager les efforts en vue d'obtenir le maximum de rendement pour le minimum de peine.

Partant de là, elle regarde, comme un droit inhérent à la propriété, la liberté sans réserve de disposer chacun de son bien ou de ses talents. Elle veut qu'on laisse l'intérêt personnel se consulter lui-même et se conduire, car elle est persuadée qu'il se conduira bien et que de l'action réciproque des intérêts particuliers résultera l'intérêt général. L'aiguillon de cet intérêt personnel sera le profit, considéré comme indispensable à la majorité des hommes : il naît de l'inégalité qui préside aux échanges, en permettant aux plus forts de recevoir plus qu'ils ne donnent. En sorte que le bien public ne serait que le sous-produit de l'activité égoïste des individus.

Que l'économie classique soit celle de la rareté, c'est chose mise en évidence par *l'école*

psychologique, dernier cri de cette science. Elle procède du principe établi par Condillac, à savoir que *la valeur des choses croît dans la rareté et diminue dans l'abondance* ; et, pour expliquer tous les phénomènes, elle ramène tout à *l'utilité finale* ou *marginale*. On saisira la définition qu'elle en donne, en raisonnant sur un exemple :

De combien de seaux d'eau ai-je besoin chaque jour ? En admettant que 100 me soient utiles, ils auront tous la même valeur pour moi. Et cette valeur sera celle du centième seau, car aucun autre ne peut avoir d'utilité plus grande. C'est l'utilité du dernier qui porte le nom d'*utilité finale* ou *marginale*.

En effet, rangeons ces seaux les uns à côté des autres et numérotons les :

le premier est destiné à la table : c'est avec lui que je me désaltère ;

le deuxième est employé à laver et à faire cuire mes aliments ;

les trente suivants remplissent ma cuvette et ma baignoire ;

le 33^e et le 34^e sont utilisés à faire boire mes poules et à nettoyer leur poulailler ;

les dix suivants me permettent de laver la façade de ma maison ;

les six suivants servent à faire cuire ma lessive ;

les cinquante derniers à arroser mon jardin.

Si donc les 100 seaux ont une utilité pour moi, cette utilité est décroissante. Quant à leur valeur, elle est celle du dernier seau dont l'utilité est pourtant la moins grande.

Qu'un accident me prive du premier, le plus utile puisque son eau remplit ma carafe, me priverai-je de boire ? — Evidemment non, je le remplacerai par le centième qui est le moins utile. Le jardin ne sera arrosé qu'à concurrence de 49 seaux, au lieu de 50.

Voilà pourquoi ce dernier seau détermine la valeur de tous les autres, et cette valeur se mesure par l'*utilité finale* ou *marginale*.

Les économistes classiques ont raison. Mais, si j'avais un 101^e seau à ma disposition, je ne me ressentirais pas de la perte que j'ai faite, et si j'avais de l'eau à discrétion, donc en abondance, elle n'aurait aucune valeur pour moi, car son utilité marginale tomberait à zéro.

L'économie classique n'aurait plus de raison d'être, car toutes les savantes théories échafaudées sur l'utilité marginale s'écrouleraient.

Les économistes classiques ne peuvent donc envisager ce 101^e seau, ni les suivants ; ou s'il leur arrive d'en parler, c'est pour affirmer qu'ils sont nuisibles, ce qui n'est vrai de l'eau qu'en période d'inondation.

Ainsi l'économie classique n'embrasse qu'un moment dans l'histoire des peuples : celle où les hommes ne disposent guère, pour produire, que de la force de leurs bras. Depuis qu'ils ont discipliné les forces extra-humaines et réussi à leur faire actionner des machines, l'abondance est apparue dans le monde.

Mais elle n'a pas trouvé place dans les traités d'économie classique, sinon pour être déplorée et combattue sous le nom de surproduction : elle sort des limites de l'épure.

LES HOMMES ETANT NATURELLEMENT
MECHANTS, IL FAUT COMMENCER PAR
REFAIRE LEUR CŒUR

On pourrait aussi décider la terre à tourner d'est en ouest et non d'ouest en est comme elle en a l'habitude.

Les hommes sont-ils naturellement méchants ? On prétendrait, avec plus de raison, qu'ils sont d'une docilité extraordinaire. Ils forment un immense troupeau, uniquement préoccupé de paître, qu'avec de bons chiens le berger mène où il veut... même à l'abattoir.

A la vérité, quand on parle de la nature humaine — mot fort imprécis — on veut parler de la manière dont les hommes se comportent dans l'existence. Or, elle varie avec le milieu dans lequel ils vivent, et surtout avec la manière dont ce milieu réagit sur eux et sur leur atavisme. L'homme étant un produit de la société, il est évident que dans une société capitaliste, basée sur la rivalité et la concurrence, il est en conflit avec ses frères. Mais les hommes peuvent changer leur milieu. Ainsi ce sont des hommes qui ont créé le milieu de Port-Royal, et les gens de la Cour de Louis XIV changeaient de milieu quand ils y allaient vivre.

En assurant la satisfaction des besoins réels, l'économie distributive ne tardera pas à faire régner la paix. En effet, l'homme dont les besoins réels sont satisfaits n'a plus l'occasion d'être aux prises avec l'intérêt opposé de ses semblables. Ses actes ont alors un but généreux et désintéressé.

L'éducation achèvera la pacification des esprits, son objet étant de corriger la nature en dirigeant les aptitudes individuelles vers le bien de la communauté. Si c'est inutile, pourquoi donne-t-on de l'éducation aux enfants ?

PAREILLE TRANSFORMATION NE S'EFFECTUERA PAS SANS VIOLENCE ; LES GENS QUI DETIENNENT LES MOYENS DE PRODUCTION NE SE LAISSERONT JAMAIS DEPOSSEDER

Si elles se produisent, les violences auront été inutiles, car ce sont de nouvelles conditions économiques qui obligent les hommes à opérer cette transformation. Le propre de la révolution mécanicienne, on le répète, est de faire disparaître la rentabilité des moyens de production ; or, sans rentabilité, une entreprise devient une charge insupportable. Affirmer que les capitalistes peuvent s'insurger contre les choses qui les ruinent, c'est laisser entendre que les passagers du radeau de la Méduse pouvaient éviter leur triste sort. Il ne faut donc pas être de ceux pour qui la haine, le massacre et le pillage sont un sport comme un autre. Après s'y être livré, il faut encore entermer les morts, reconstruire les maisons et les usines, et reconstituer les stocks.

L'économie distributive est inéluctable, car l'accroissement de l'efficacité technique apporte l'abondance aussi naturellement que les pluies apportent de l'eau à la rivière. Prétendre que l'intervention des hommes est nécessaire, c'est une vérité première ; on souhaite simplement

que ce ne soit pas à la façon des riverains qui déménagent pendant que l'eau envahit leur maison. Pour éviter d'obéir à une pression plus forte que leur volonté, ils doivent apprendre qu'une catastrophe les menace s'ils laissent les choses aller toutes seules. Quand on abandonne le volant en pleine marche, on sait où mènent les choses qui vont toutes seules.

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE N'EST QUE PUR MATERIALISME, CAR ELLE NEGLIGE LE COTE SPIRITUALISTE DE L'HOMME

A cette critique, il faut opposer l'idéal de l'économie distributive qui ne sépare pas les besoins matériels des hommes de leurs aspirations vers le mieux. On perd de vue que l'intelligence et la raison sont liées au corps, nourries et formées par les sensations, assujetties à la santé physique, donc à la vie matérielle. Peut-être dans une abbaye l'âme peut le mieux se livrer aux exercices intérieurs qui la perfectionnent aux yeux de Dieu ; mais quel monastère peut fonctionner sans que le temporel y soit assuré ?

L'économie distributive assure le temporel, et, réalisant l'égalité des revenus, permet de répandre dans toutes les intelligences les bienfaits de l'éducation la plus soignée. Elle élèvera infailliblement la moralité publique, car Platon observait déjà que les pays où l'éducation est négligée, se reconnaissent au nombre élevé des médecins et des tribunaux.

LA RELIGION CHRETIENNE ET L'ECONOMIE
DISTRIBUTIVE SONT INCONCILIABLES

Pour prouver le contraire, il suffit de remonter aux sources de la foi, c'est-à-dire à l'Ancien et au Nouveau Testament. Pour les catholiques, ces livres ont une inspiration divine garantie par leur canonicité.

L'Ancien Testament, venu de la tradition juive dont l'Eglise est l'héritière, nous enseigne que l'abondance est le royaume de Dieu. En effet, il est écrit que *les malédictions seront en toi et en ta postérité... parce que tu n'auras pas servi l'Eternel, ton Dieu, avec joie et de bon cœur, dans l'abondance de toutes choses.* (Deutéronome, chapitre XXVIII, versets 46 et 47). Et le psalmiste nous exhorte à louer Dieu pour les merveilles de la création *car il donne de la nourriture à toute chair.* (Psaume CXXXVI, verset 25). Et il chante : *Tu couronnes l'année de tes biens... les côteaux sont parés de joie... les campagnes sont revêtues de troupeaux... les vallées sont couvertes de froment...* (Psaume LXV, versets 12, 13 et 14).

On lit dans le livre de Job que Dieu *étend sa lumière sur la nuée et il couvre les abîmes et le fond de la mer. C'est par ces choses-là qu'il juge les peuples et qu'il donne les vivres en abondance.* (Chapitre XXXVI, versets 30 et 31).

Si l'Ancien Testament demeure inachevé et d'un sens incomplet, le Nouveau nous montre les promesses de Dieu réalisées. Le Christ a dit en propres termes : *Je suis venu afin que les brebis aient la vie et qu'elles l'aient abondam-*

ment. (Evangile selon saint Jean, chapitre X, verset 10). Dans sa première Epître à Timothée, l'apôtre Paul écrit : *Ordonnez aux riches de ce monde : de n'être point orgueilleux, de ne mettre point leur confiance dans les richesses incertaines et périssables, mais dans le Dieu vivant, qui nous fournit avec abondance tout ce qui est nécessaire à la vie.* (Chapitre VI, verset 17). Et les apôtres Paul et Barnabas proclament que *Dieu nous a dispensé les pluies du ciel, et les saisons favorables aux fruits, en nous donnant la nourriture avec abondance, et remplissant nos cœurs de joie.* (Actes des Apôtres, chapitre XIV, verset 16). Mais il est clair que les hommes ne doivent pas détruire cette abondance, soit en déchainant la guerre, soit en temps de paix sous prétexte que la surproduction tarit la source du profit.

Le Service Social était déjà implicitement contenu dans le verset 19 du troisième chapitre de la Genèse : *tu gagneras ton pain à la sueur de ton front.* Comme il n'est pas ajouté : ou à la sueur du front des autres, c'est dire que chacun doit fournir sa part de travail. Le Nouveau Testament confirme cet ordre aussi bien dans les livres d'histoire (Evangile) que dans les livres didactiques (Lettres des Apôtres).

Le Christ a dit : *Faites donc aux hommes tout ce que vous voulez qu'ils vous fassent : car c'est la loi et les Prophètes.* (Evangile selon saint Matthieu, chapitre VII, verset 12). *Malheur aussi à vous autres, docteurs de la loi ! qui chargez les hommes de fardeaux qu'ils ne sauraient porter et qui ne voudriez pas les avoir touchés du bout du doigt.* (Evangile selon saint Luc, cha-

pitre XI, verset 46). L'apôtre Pierre le confirme en ces termes : *que chacun de vous rende service aux autres selon le don qu'il a reçu.* (Première épître, chapitre IV, verset 10).

L'égalité économique est prescrite par le Christ, car après avoir indiqué ce qu'il faut faire pour obtenir la vie éternelle, il rappelle les commandements de Dieu et ajoute : *Il vous manque encore une chose : vendez tout ce que vous avez et le distribuez aux pauvres.* (Evangile selon saint Luc, chapitre XVIII, versets 18 à 22) ; et il insiste encore : *Que celui qui a deux vêtements en donne à celui qui n'en a point ; et que celui qui a de quoi manger en fasse de même* (chapitre III, verset 11.)

L'apôtre Paul écrit : *Comme il y a un seul pain, nous qui sommes plusieurs ne faisons qu'un seul corps car nous participons tous au même pain.* (Première épître aux Corinthiens, chapitre X, verset 17), et ailleurs il explique : *Car comme dans un seul corps nous avons plusieurs membres, et que tous ces membres n'ont pas la même fonction ; de même en Jésus-Christ, quoique nous soyons plusieurs, nous ne sommes néanmoins qu'un seul corps, étant tous réciproquement membres les uns des autres.* (Epître aux Romains, chapitre XII, versets 4 et 5). Et pour dissiper toute équivoque, il déclare : *Ainsi, je n'entends pas que les autres soient soulagés, et que vous soyez surchargés ; mais que pour ôter l'inégalité, votre abondance supplée maintenant à leur pauvreté, afin que votre pauvreté soit soulagée un jour par leur abondance et qu'ainsi tout soit réduit à l'égalité.* (Deuxième Epître aux Corinthiens, chapitre VIII, versets 13

et 14). Le verset suivant ajoute : *Selon ce qui est écrit de la manne : celui qui en recueillit beaucoup n'en eut pas plus que les autres ; et celui qui en recueillit peu n'en eut pas moins.*

Il faut se souvenir que les premiers chrétiens avaient réalisé entre eux l'économie distributive : *Tous ceux qui croyaient étaient tous unis ensemble, et tout ce qu'ils possédaient était commun entre eux.* (Actes des Apôtres, chapitre II, verset 44). Un peu plus loin, on nous informe que toute la multitude de ceux qui croyaient n'était qu'un cœur et qu'une âme ; et nul ne considérait ce qu'il possédait comme étant à lui en particulier, mais toutes choses étaient communes entre eux. (Actes des Apôtres, chapitre IV, verset 32). Comment les choses peuvent-elles être communes si l'on ne distribue pas également les richesses ? Et par richesses, devons-nous entendre uniquement les richesses spirituelles ? — Telle ne pourrait être la pensée de Celui qui multiplia les pains avant d'aller prêcher sur la montagne. Il s'agit donc bien des richesses matérielles puisque les versets 34 et 35 disent qu'il n'y avait aucun pauvre parmi eux, parce que tous ceux qui possédaient des fonds de terre, ou des maisons, les vendaient et en apportaient le prix qu'ils mettaient aux pieds des apôtres ; et on le distribuait ensuite à chacun, selon qu'il en avait besoin. A chacun selon ses besoins ! n'est-ce pas la formule même de l'économie distributive ? C'est l'application stricte du précepte : *Aimez-vous les uns les autres*, seul capable d'apporter le bonheur sur la terre.

L'économie distributive ayant été pratiquée par l'Eglise dans les premiers siècles de notre

ère, pourquoi lui deviendrait-elle hostile aujourd'hui qu'elle est inévitable ? Elle fournira le terrain favorable à l'éclosion de toutes les vertus chrétiennes.

Rappelons pour terminer que, dans un livre prophétique, l'apôtre Jean a décrit la ruine de la grande Babylone : *les marchands de la terre pleureront et gémiront sur elle ; parce que personne n'achètera plus leurs marchandises...* (Apocalypse, chap. XVIII, verset 11).

Voici résumée la loi écrite et consignée dans le dépôt des livres saints. Certains théologiens affirment qu'il faut posséder comme eux le privilège du *don d'intelligence des Ecritures* pour entendre des textes sur la nature desquels et la force du sens il paraît bien difficile de se méprendre. Déplorons que la lumière du soleil éclaire tous les humains, et que la parole de Dieu n'éclaire que certains théologiens.

MAIS L'EGLISE NE RECONNAIT-ELLE PAS LE DROIT DE PROPRIETE ?

Sans doute, mais l'économie distributive ne le supprime pas : c'est le progrès technique qui le rend caduc en ce qui concerne les moyens de la production moderne. Au contraire, l'économie distributive développe au maximum les biens de consommation sous les formes les plus diverses.

Au surplus, si l'on se rappelle les principes sur lesquels l'Eglise se basait pour justifier l'appropriation privée des instruments de production, on voit que l'économie distributive modifie la

forme de la propriété, mais fortifie les principes sur lesquels l'Eglise l'a construite.

Ces principes, explique M. l'abbé Monin, curé de Jouarre, découlent tous d'un seul : l'inviolabilité de la personne humaine. *Tout homme, dit-il, a le droit de considérer comme lui appartenant exclusivement les biens matériels que, sans nuire au droit égal de ses congénères, il a, par son intelligence, par son travail, transformé en des objets nouveaux, pour ainsi dire créés par lui, sur lesquels il a imprimé la marque de sa personnalité.*

De plus, tout homme a besoin, non seulement pour vivre, mais pour vivre en homme, c'est-à-dire en chef de famille, de quelque chose de permanent en quoi se condensent les économies de son activité ; de quelque chose de stable, d'une réserve toujours disponible qui le garantisse, lui et sa famille, contre les surprises de l'avenir.

Mais l'Eglise enseigne encore que Dieu créateur a mis les biens matériels à la disposition de l'humanité pour aider tous les hommes à réaliser leur destinée terrestre et éternelle. C'est le principe de la destination providentielle des biens matériels.

L'économie distributive obéit scrupuleusement à ces trois directives et les réalise avec une perfection que le capitalisme n'avait jamais atteint, sauf peut-être, et fort imparfaitement, au stade de l'artisanat. *Au contraire, précise notre auteur, tous les moyens de production vont recouvrer leur titre de noblesse puisqu'ils serviront désormais à tout le monde, et que, libérant tout le monde de tout souci matériel, ils permettront à chacun de réaliser à loisir sa destinée.*

Et tous les ouvriers des muscles ou du cerveau vont recouvrer intégralement, sous forme d'une augmentation de confort pour eux-mêmes, pour leur famille, pour toute l'humanité, la part de personnalité qu'ils auront fait passer dans les objets fabriqués.

En effet, le service social, auquel chacun est assujéti pour un temps déterminé, assure la pérennité d'une production qui sera intégralement la propriété de tous, de sorte que *la stabilité de chaque homme et de chaque famille sera garantie par la plus puissante assurance mutuelle qu'on puisse imaginer, puisque chaque enfant, en arrivant au monde, recevra un titre viager lui donnant droit, jusqu'à son dernier soupir, à la part de production collective qui lui sera nécessaire pour les différentes phases de sa vie.* (Conférence du 24-11-45.)

QUELS SONT LES OBSTACLES A L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ?

Il y a certainement le mauvais vouloir de certains capitalistes, farouches et obtus, refusant de voir qu'elle est inévitable. Non contents de s'insurger contre les faits, ce qui est déjà une absurdité, ils discréditent ceux qui les mettent en lumière en les faisant passer pour des fripons indignes de créance : c'est le premier degré de la persécution moderne.

Mais l'obstacle le plus sérieux aux réformes de structure réside dans *l'incrédulité* de nos contemporains. La majorité de ceux-ci, et la quasi-totalité des hommes politiques, attachent si peu

d'importance aux données de la science moderne, qu'ils n'ont aucune idée de la puissance de notre gigantesque appareil de production, ni de la rapidité avec laquelle il peut fournir des biens de consommation. L'expérience des deux guerres mondiales n'a pas dessillé leurs yeux. Alors que l'enrichissement des sociétés, continu et toujours plus rapide, ne devrait soulever aucune discussion, les augures parlent de la *grande pénitence*, et jugent mauvais de faire naître des espérances *irréalisables*.

Qui se doute que la misère pourrait être supprimée depuis longtemps ? Qui a remarqué que si l'on avait dépensé pour la paix, une partie de ce qui a été gaspillé pour la guerre, chacun de nous jouirait d'un bien-être matériel complet ?

C'est inconcevable ! dit-on, comme si l'inconcevabilité était une preuve ! Comme si une hypothèse était nécessairement fausse parce que l'entendement humain ne comprend pas comment elle passerait de la théorie aux faits !

Ce n'est pas possible, ce n'est pas le moment ! crient d'autres contemporains sans expliquer davantage leur pensée. Ils ignorent que la misère stupide de ces dernières années, les incohérences monstrueuses dont nous sommes les témoins, enfin les deux effroyables guerres qui ensanglantèrent le monde n'ont été possibles que parce que l'humanité avait laissé passer le moment et se trouve déjà fort en retard sur l'horaire de la science.

En revanche, si les gens de formation scientifique n'ont aucun doute sur l'accroissement brutal et prodigieux de l'efficience technique, combien rares parmi eux ceux qui voient sa réper-

cussion sur l'économie et le régime social ? Les besoins des hommes étant illimités par définition, pourquoi se préoccuper des crises puisque, par définition, elles ne peuvent être que passagères ?

Quant aux travailleurs, hantés par le double spectre du chômage et de la misère des vieux jours, ils bornent leur ambition à une augmentation de salaire, sans voir que c'est illusoire puisque les prix augmentent plus vite encore.

N'est pas révolutionnaire qui veut ! a écrit Jaurès, dans *l'Organisation socialiste*. Nous sommes si attachés à nos anciens usages, à notre vieille manière de penser, nous tournons si complaisamment nos regards vers le passé, qu'avant de quitter la maison que nous habitons — fût-elle un taudis — nous voulons voir le plan de celle qu'on nous propose.

Que de gens demandent avec une belle candeur comment cette réorganisation du monde se réalisera, sans se douter que les moyens d'action, les formes intermédiaires et transitoires dépendent tellement des circonstances, qu'il est impossible de prévoir d'une façon efficace, et que toute discussion sur ce sujet est encore un jeu gratuit de l'esprit !

Une seule chose est sûre : la civilisation ne disparaît pas ; c'est la nôtre qui s'effondre.

(Janvier-mars 1946.)

Table des matières

	Pages
LA REVOLUTION MECANICIENNE.....	8
La Grande Relève des hommes par la machine	14
Mécanisme du capitalisme	18
La crise finale (1929).....	23
Interventions de l'Etat.....	24
La France lutte contre l'abondance	25
Disparition du profit	28
Restauration du profit par les armements.	30
Alors surgit le fascisme	31
Mais qui paya la restauration du profit?	33
La guerre n'arrangea rien; au contraire, elle fit réaliser de nouveaux progrès techniques.	34
Et demain ?	36
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE	39
Caractère de la révolution actuelle.....	43
MESURES TRANSITOIRES	46
Comment augmenter le pouvoir d'achat ?	50
Tous les Français ont droit à un revenu social.	50
Où prendre l'argent ?	52
L'Etat doit se servir de la monnaie scripturale.	54
Importance du revenu social	57
REPONSES AUX QUESTIONS ET OBJECTIONS.	59

L'Economie distributive est une utopie..	59
Les hommes sont hostiles à la collectivisation.	60
Les hommes sont hostiles au service social.	61
A la boucherie, qui aura droit aux bons morceaux ? Et les articles de luxe ? ...	63
Qui accomplira les besognes pénibles ou rebutantes ?.....	63
Que fera-t-on de ceux qui ne veulent pas travailler ?.....	64
Que fera-t-on des criminels ?	65
Le paysan est hostile à l'Economie distributive.	66
Quel sera le rôle des femmes ?.....	68
L'existence va devenir bien monotone..	68
La plupart des hommes ne sauront employer leurs loisirs	69
L'Economie distributive poussera les humains à se reproduire sans mesure	70
Que devient l'épargne ?	71
L'économie distributive peut-elle fonctionner en période de disette ?	72
Que devient le commerce international ?	72
L'Economie distributive peut-elle s'instaurer dans un seul pays ?	74
L'inégalité étant chose naturelle, l'inégalité sociale est une loi de la nature....	75
Economie distributive et démocratie sont inconciliables.	81
Qui commandera ?	84
L'Etat est incapable de s'occuper de la production.	86
Il n'y aura plus de liberté.....	87
Pourquoi les partis politiques ne réclament-ils pas l'Economie distributive ?..	88
Pourquoi les économistes classiques sont-ils hostiles à l'Economie distributive ?	88
Les hommes étant naturellement méchants, il faut commencer par refaire leur cœur.....	92
Pareille transformation ne s'effectuera pas sans violence	93
L'Economie distributive n'est que du pur matérialisme, car elle néglige le côté spiritualiste de l'homme	94
La religion chrétienne et l'Economie distributive sont inconciliables.....	95
Mais l'Eglise ne reconnaît-elle pas le droit de propriété ?.....	99
Quels sont les obstacles à l'Economie distributive ?	101

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE L'E. P. P. I
37, RUE DU LOUVRE. PARIS.
C. DELANGRE, IMPRIMEUR
POUR LES EDITIONS OCIA
NUMERO DE L'EDITION : 47,
DEPOT LEGAL 3^e TRIMESTRE.

CHEZ LE MEME EDITEUR

JACQUES DUBOIN

EGALITE ECONOMIQUE	45 »
RARETE ET ABONDANCE	190 »
LIBERATION (deuxième édition)	110 »
DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE	en réimpression

ALFRED DERR

MORT OU SPLENDEUR DE LA CIVILISATION	30 »
LE PIONNIER	sous presse

HENRI CLAUDE

DE LA CRISE ECONOMIQUE A LA GUERRE MONDIALE	100 »
---	-------

MARC IEL

LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE	78 »
-----------------------------------	------

ELYSEE REYBAUD

L'ECONOMIE QU'IL NOUS FAUT	300 »
----------------------------------	-------

ABBE MONIN (Curé de Jouarre)

LE DROIT DE PROPRIETE	15 »
-----------------------------	------
